

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 447 - 5F

**CE QUI NOUS DISTINGUE :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

**- le prolétaire -**  
Journal bimestriel - Un exemplaire :  
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 100Pts  
**- programme communiste -**  
Revue théorique - Un exemplaire :  
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

**- il comunista -**  
Journal bimestriel en italien  
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li  
**- el programa comunista -**  
Revue théorique en espagnol  
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

**- le prolétaire -**  
**No 447**  
Déc. 1998-Janv. 1999  
33<sup>e</sup> année

## DANS CE NUMERO

**-Justice coloniale à Tahiti**  
**-Il y a 80 ans Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht étaient assassinés. Dans la rouge lumière du sacrifice**  
**-Sur le fil du temps. Les intellectuels et le marxisme**  
**-Les Droits de l'Homme, expression idéologique de l'esclavage bourgeois**  
**-La grande leçon de mai-juin 68: Nécessité du parti politique de classe**  
**-Correspondance: la grève des bus à Rennes**  
**-Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde: Grande-Bretagne, Australie**

## Banditisme impérialiste en Irak

Le bombardement de l'Irak par les Etats-Unis, flanqués de leur fidèle allié britannique, est généralement expliqué par les médias européens par la volonté du président américain de retarder ou de bloquer la procédure d'«impeachment» engagée contre lui par la majorité républicaine du Congrès américain. Et il n'y a pas de doute que des considérations de politique intérieure ont joué dans la décision d'attaquer l'Irak. Mais il serait grossièrement erroné de réduire cet acte typique de banditisme impérialiste à une simple mesure de diversion et de répit pour l'administration gouvernementale américaine actuelle. Depuis la fin de la guerre du Golfe, les américains (et les britanniques) se sont employés à maintenir le régime de Bagdad, qu'ils avaient laissé en charge de l'Irak, dans son statut de paria. S'estimant toujours insatisfaits des mesures de désarmement irakiennes, ils ont régulièrement reconduit l'embargo établi depuis 8 ans: Périodiquement, lorsque les démarches des autres impérialismes en faveur d'une levée de l'embargo devenaient insistantes, les Etats-Unis suscitaient une crise avec l'Irak, tempêtaient, menaçaient, et après la fin de la crise, contraignaient les autres pays à conclure à la nécessité de poursuivre les mesures anti-irakiennes. Dans les derniers mois les Etats-Unis se sont retrouvés de plus en plus isolés, au point de ne plus réussir à manoeuvrer l'ONU. Lors de la précédente crise, en novembre 98, ils avaient même été en quelque sorte contraints au dernier moment d'accepter une solution diplomatique, sans doute contraignante pour l'Irak, mais qui ouvrait la voie à une levée de l'embargo et à une fin des contrôles militaires de l'UNSCOM à une date rapprochée.

Or les Etats-Unis ne veulent pas d'une telle solution qui enlèverait toute justification à leur présence militaire écrasante - garantie de leur domination politique - dans cette région éminemment importante pour le capitalisme mondial, et permettrait aux impérialismes russes, français et autres de se

( Suite en page 2 )

## Le gouvernement de la Gauche plurielle maintient le cap anti-ouvrier

Les médias avaient lancé l'avertissement: «le désordre s'installe dans la gauche plurielle»: le PCF faisait mine de ruer dans les brancards, les Verts s'agitaient et la ministre Voynet allait jusqu'à demander publiquement la régularisation de tous les sans-papiers (sans aller jusqu'à demander l'abrogation des lois Pasqua conformément au programme électoral écolo: il y a tout de même des limites!), en contradiction avec la politique de son gouvernement. Certains pouvaient s'interroger: ces différents partis de gauche n'étaient-ils pas en train de s'éveiller de leur torpeur gouvernementale, n'allait-ils pas se décider enfin à agir pour la réalisation de leur propre programme, à se mobiliser pour défendre les intérêts de ceux qui avaient voté pour eux?

Mais le premier ministre a tapé du poing sur la table, et soudainement tout le monde est rentré dans les rangs. Maastricht, l'Euro, ratification du traité d'Amsterdam, privatisations à tout-va: le PCF a dû ravalier sa propagande chauvine, oublier sa campagne en faveur d'un référendum sur l'Europe, répudier son amour des nationalisations et du capitalisme d'Etat. Relance du programme autoroutier, enfouissement des déchets nucléaires, construction de nouveaux sous-marins nucléaires, les écolos ont dû avaler les

coulevres et entendre Jospin jurer haut et fort que la France ne se passerait jamais du nucléaire.

Si ces partis ont renoncé si aisément aux points particuliers de leurs programmes qui étaient en contradiction plus ou moins grande avec l'évolution et les intérêts actuels dominants de la bourgeoisie française, il est facile de comprendre qu'ils aient renoncé encore plus vite aux points qui correspondaient le plus aux intérêts du prolétariat, donc en opposition franche aux intérêts permanents du capitalisme.

C'est ainsi qu'après que Jospin ait réaffirmé qu'il était hors de question de régulariser les prolétaires sans-papiers, et qu'un tribunal, sans aucun doute sur instructions supérieures, ait prononcé la peine sans précédent d'une condamnation à un an de prison d'un travailleur malien dont le seul crime, mais crime impardonnable!, avait été d'avoir demandé et obtenu le soutien des passagers de l'avion où, scotché comme un paquet, il devait être emporté, les voix de protestation se soient tues au sein de la gauche plurielle.

C'est ainsi que l'abandon de la promesse de remettre en vigueur l'autorisation préalable de licenciement, supprimée par le gouvernement précédent, est passé sans problè-

me. Les patrons y étaient opposés, parce que cela aurait pu constituer un frein (pourtant ce frein était bien faible puisqu'il n'a pas empêché les vagues successives de licenciements qui se sont succédées au fil des années) à leur liberté de licencier quand ils le veulent.

C'est ainsi que l'aumône royalement accordée aux chômeurs (3 % d'augmentation des «minima sociaux») a été saluée comme la preuve du caractère social de l'action gouvernementale alors qu'il s'agit d'un déni impudent des besoins les plus immédiats de ces prolétaires.

C'est ainsi que la loi sur les 35 heures apparaît avec toujours plus de clarté dans son application, comme le moyen utilisé pour augmenter la productivité, accroître la «flexibilité» de la main d'oeuvre (c'est-à-dire de plier encore plus les travailleurs aux besoins du capital) - comme s'en flatte la ministre - et pour rogner à nouveau sur les salaires. La durée légale hebdomadaire du travail disparaît avec l'annualisation du temps de travail: suivant les besoins de la production le patron peut demander de travailler plus longtemps, sans avoir à payer des heures supplémentaires, ce surcroît de travail étant «compensé» par un temps de travail plus court en période

( Suite en page 2 )

## La guerre au Congo-Kinshasa

Après la chute de Mobutu, nous écrivions sur ces colonnes (1) que le nouveau régime, sans autre base solide que les militaires rwandais, était condamné à marcher dans les pas de l'ancien et que Kabila devrait inévitablement se réconcilier avec les milieux affairistes mobutistes ainsi qu'avec l'impérialisme qu'il prétendait ignorer.

La prévision était facile et il a fallu moins d'un an pour qu'elle soit confirmée avec éclats par les faits; mais les faits ont également confirmé que, conformément à notre thèse de parti, l'impérialisme français avait tout sauf renoncé à défendre ses positions sur le continent africain et qu'il faudrait bien autre chose pour le contraindre à lâcher prise et à rendre gorge: une défaite dans un affrontement beaucoup plus ouvert avec l'impérialisme américain qui remettrait en cause ses positions acquises sur le continent; ou la lutte révolutionnaire des prolétaires d'Afrique et d'Europe unis contre le capitalisme qui déboucherait, non sur un simple changement de maître impérialiste, mais sur la révolution communiste internationale, l'émancipation véritable des prolétaires et de tous les exploités.

Rappelons que Kabila est arrivé au pouvoir sur la lancée d'une insurrection organisée et soutenue militairement par le Rwanda et l'Ouganda avec l'aval des Etats-Unis. Après l'établissement du nouveau régime les Etats-Unis sont apparus comme son protecteur, en particulier en bloquant à l'ONU les enquêtes sur les massacres commis par les troupes de l'Alliance contre des réfugiés

rwandais et en organisant les négociations avec les organisations financières internationales et la reprise des prêts au pays. Cependant depuis plusieurs mois les Etats-Unis jugeaient «incontrôlable» le régime de Kabila: leurs relations avec le régime de la République Démocratique du Congo (RDC) s'étaient dégradées, après que des intérêts américains aient été lésés. L'exemple le plus connu est celui de l'*American Mineral Field Corporation* qui avait prêté de l'argent pour financer la prise du pouvoir de Kabila (l'AMFC aurait avancé 50 millions de dollars, soit 300 millions de FF) contre la promesse de se voir confier l'exploitation du cuivre de la région de Kolwezi. Mais c'est la grande société sud-africaine *Anglo-American* (qui, associée avec une société britannique, est en passe de devenir le n°1 mondial dans la production minière) solidement installée dans le pays à l'époque de Mobutu, qui rafla le contrat, à la grande fureur des américains! Au mois de juin Washington décidait de geler son assistance à la RDC pour protester contre «l'absence de démocratie et les atteintes aux droits de l'homme», le manque de «transparence» des décisions gouvernementales et le non-paiement de 2 milliards de dollars de la dette due aux USA (sur un total de la dette extérieure évalué à 14 milliards de dollars): comme on le voit, pour l'impérialisme, les concepts idéologiques bourgeois *démocratie et droits de l'homme* recouvrent des réalités on ne peut plus concrètes et matérielles!

Fin juillet, le gouvernement de Kabila

décidait d'expulser les militaires rwandais et autres étrangers présents dans le pays, décision qui provoquait en retour des mutineries et une rébellion militaire dans l'Est du Congo, région frontalière du Rwanda où le nouveau pouvoir s'était appuyé sur les populations ethniquement proches des Tutsis rwandais.

### AFFRONTEMENTS BOURGEOIS ET NON GUERRES TRIBALES

La grande presse a coutume de décrire les combats en RDC ou en Afrique en général comme des affrontements ethniques, sous-entendant qu'ils sont typiques de pays «sous-développés», «arriérés», voire à demi-sauvages. La vérité est que si le caractère ethnique n'est bien sûr pas absent et qu'il est utilisé par les différents pouvoirs, ces affrontements sont au contraire typiques du capitalisme et que les grandes puissances impérialistes, ces pays si démocratiques et civilisés y sont directement mêlés, comme nous venons d'y faire allusion (2).

Si les autorités rwandaises ont longtemps nié avec énergie toute implication dans les affrontements en cours, il n'en n'est plus de même aujourd'hui (3), où le Burundi est le seul des Etats accusés de soutenir la rébellion, à démentir ces accusations. Par contre, le gouvernement de l'Ouganda, véritable parrain des petits Rwanda et Burundi, n'a pas fait beaucoup de difficultés pour recon-

( Suite en page 3 )

## Le gouvernement de la Gauche plurielle maintient le cap anti-ouvrier

( Suite de la page 1 )

de moindre activité. La «gauche plurielle» a entériné sans sourciller ce nouveau cadeau au patronat.

\* \* \*

Au niveau social, les dernières semaines ont vu un regain des luttes ouvrières, des agitations de chômeurs et des explosions de colère de jeunes à la suite d'exactions policières. Et sur ce plan aussi, les forces liées aux partis de gauche au gouvernement ont, une nouvelle fois, déployé tous leurs efforts pour jouer les pompiers et éteindre les flambées de lutte. Le cas le plus flagrant est celui des transports et en particulier de la SNCF, où la CGT, majoritaire, a porté la responsabilité directe de tout faire pour empêcher le démarrage d'un mouvement d'ensemble. Résultat de cette tactique de saboteurs: le puissant mouvement des contrôleurs est resté isolé et n'a pu aboutir qu'à la promesse mirifique qu'il n'y aurait pas, cette année, de diminution d'emplois à la SNCF!

Plus que jamais, pourtant, le recours à la lutte, à la grève est indispensable, ne serait-ce que pour riposter à la dégradation continue des conditions de vie et de travail (pour ceux qui ont la chance d'avoir un emploi) des travailleurs. Les partis de gauche et les organisations qui leur sont liées démontrent quotidiennement qu'il est impossible de compter sur eux pour se défendre contre les capitalistes et l'Etat bourgeois: au contraire, comme c'est toujours le cas chez les réformistes, ils cèdent immédiatement devant les pressions du capital et s'empressent de répondre à tous ses besoins. Comme ils tirent en réalité le gros de leur force de leur intégration dans les mécanismes sociaux et économiques du capitalisme, de leur pénétration dans les institutions politiques, étatiques ou para-étatiques du système bourgeois, ils ne peuvent, qu'ils le veuillent ou non, s'opposer réellement aux intérêts capitalistes.

Cette constatation facile s'applique également aux hiérarchies syndicales, qu'il serait absurde de vouloir pousser à organiser la lutte: la seule chose qu'elles veulent et peuvent organiser c'est la dispersion des luttes, leur étouffement ou leur trahison à la table des négociations. Les gestes et les discours que tiennent parfois les bonzes syndicaux ne doivent pas faire illusion. Il est impossible de transformer des professionnels de la collaboration entre les classes, des partisans endurcis de l'union nationale, en des combattants de classe! Les prolétaires conscients doivent au contraire savoir qu'il est indispensable de **combattre leur orientation collaborationniste**, leurs méthodes et leurs objectifs non classistes, qu'il est indispensable d'arracher la masse des travailleurs à leur influence paralysante pour que la classe ait la possibilité de se défendre vraiment dans la lutte quotidienne que lui livrent les capitalistes.

Et ce combat, il faut et il faudra le mener partout où c'est possible, c'est-à-dire partout où se trouvent des prolétaires combattifs, partout où un travail minimum d'organisation classiste est possible: dans les organisations syndicales, à la base, au contact des travailleurs du rang (et non pas dans la hiérarchie, avec le vain espoir de conquérir des «postes», de toutes façons inutiles), comme dans les regroupements extra-syndicaux qui peuvent voir le jour dans des situations particulières. Les exhortations, les appels à la conscience ou la croyance en la magie du verbe ne sont d'aucun secours. Ce n'est que lorsqu'ils ont pu se regrouper, s'organiser au préalable sur des bases classistes, que les prolétaires combattifs ont la possibilité de disputer au collaborationnisme - quelle que soit la forme sous laquelle il se présente - la direction de la lutte et son influence sur la masse des travailleurs.

Face à une situation économique mondiale qui se dégrade à vive allure, la bourgeoisie française, comme les autres bourgeoisies européennes, espère trouver une

protection et un atout par rapport aux grands impérialismes concurrents dans la «construction européenne» et dans la fétiche d'une monnaie forte, le fameux «Euro». Mais elle compte aussi et surtout sur sa capacité, grâce à ses laquais réformistes, à accroître régulièrement l'exploitation de la classe ouvrière. Les mois et années qui viennent verront s'accroître et s'intensifier l'offensive bourgeoise, la pression et l'oppression capitalistes.

Les prolétaires devront y répondre de la seule façon qui compte, en retrouvant le chemin de la lutte de classe, en se réappropriant les méthodes, les moyens et les objectifs de la lutte de classe, sur le terrain de la défense immédiate, des luttes économiques; et il leur faudra aussi comprendre que la

seule lutte de défense est insuffisante et que la lutte offensive, la lutte politique anti-capitaliste, la lutte révolutionnaire dirigée par le **parti de classe** est l'objectif, sans doute lointain, mais qui doit dès aujourd'hui guider et orienter leurs efforts.

- **Non aux licenciements! Embauche définitive des précaires, CDD, etc.!**

- **Salaire intégral aux chômeurs, au minimum égal au SMIG, et à tous les demandeurs d'emploi!**

- **Pas de salaire inférieur au salaire minimum, lui-même fortement réévalué!**

- **Non à la flexibilité, à l'annualisation du temps de travail, au salaire au mérite! Réduction du temps de travail sans réduction des salaires!**

- **Augmentations de salaire égales pour tous, et supérieures pour les plus bas salaires!**

- **Régularisation des sans-papiers, égalité des droits pour tous les travailleurs!**

- **Non à la répression! Non aux expulsions! Libération des travailleurs emprisonnés!**

Ces quelques revendications générales ne sont pas un catalogue, mais elles devraient servir d'axes de lutte car elles correspondent aux intérêts élémentaires des prolétaires. Ce n'est que par un mouvement de lutte ouverte et décidée qu'il serait possible de les obtenir, en ayant recours aux méthodes classistes de lutte: recours à la grève sans limitation de durée, blocage effectif de la production, extension au delà des limites de catégorie, d'entreprises, auto-défense ouvrière contre les jaunes et les flics, etc., etc., organisation classiste des prolétaires combattifs, indépendamment de l'Etat et du collaborationnisme. En un mot, contre la bourgeoisie, son Etat et ses laquais de la «Gauche plurielle», par le

**Retour à la lutte de classe!**

## Banditisme impérialiste en Irak

( Suite de la page 1 )

réinstaller dans un pays aux ressources pétrolières énormes: En outre, la levée de l'embargo sur le pétrole irakien déprimerait encore les prix actuellement très bas du pétrole, ce qui serait une mauvaise chose pour les grandes compagnies pétrolières US dont l'influence sur la politique américaine est au plus haut. Cela serait également très mauvais pour les gisements de pétrole britannique en mer du Nord, au prix de production élevés. Or le pétrole de la mer du Nord représente une source de revenus considérable pour le capitalisme anglais qui est en train de plonger dans la récession: on voit que les *Tornados* britanniques qui bombardent les hôpitaux et les maternités de Bagdad (les militaires britanniques ont fièrement déclaré que les hôpitaux pouvaient faire partie des listes d'objectifs à bombarder, s'ils étaient utilisés comme caches d'armes!) ne le font pas uniquement

pour faire plaisir aux américains...

Après la dernière crise, les Etats-Unis avaient donc affirmé qu'il se réservaient le droit, la prochaine fois, d'agir sans passer par l'intermédiaire de l'ONU. Peu de temps après, abandonnant pour la première fois la rhétorique onusienne sur la recherche des «armes de destruction massive» que l'Irak dissimulerait (la police et l'armée irakienne ne sont autorisées qu'à posséder des armes utilisables contre leur population), la ministre américaine des Affaires étrangères affirmait que les Etats-Unis ne lèveraient jamais l'embargo tant que Saddam Hussein - que les armées américaines victorieuses ont volontairement laissé au pouvoir - serait en vie! Il ne restait plus qu'à provoquer une nouvelle crise et déclencher les attaques, avant qu'une procédure d'*impeachment* ne paralyse le gouvernement, pour bloquer à nouveau et pour longtemps toute idée de levée de l'embargo. Si des lecteurs sont inquiets du sort du croquemitaine Saddam Hussein, qu'ils sachent qu'il est bien plus utile aux Etats-Unis vivant que mort...

Les impérialismes européens font entendre des protestations discrètes, ou soutiennent du bout des lèvres les Etats-Unis. Mais

qu'on ne s'y trompe pas! Ces impérialismes sont eux aussi responsables de la situation désastreuse que connaissent les masses irakiennes. S'ils prennent aujourd'hui leurs distances vis-à-vis de Washington, c'est parce qu'ils convoitent les richesses du sous-sol irakien et les bénéfices d'une reconstruction du pays.

Pour les uns comme pour les autres, le sort des populations est le cadet de leur souci; leurs diatribes contre le régime de Bagdad ne peuvent faire oublier qu'ils se sont accommodés de ces méthodes, de ces méfaits et de ces crimes tant qu'ils ont pu faire des affaires avec lui ou l'utiliser au mieux de leurs intérêts. L'odeur du pétrole cache l'odeur du sang, que ce soit le sang versé par les armées et les bombardiers des démocraties ou le sang répandu par les armées et la police de la dictature irakienne.

Pour arrêter cette série interminable de crimes, d'actes de banditisme, pour venger les victimes innocentes qui tombent sous les bombes ou qui meurent de misère et de faim, il n'est qu'un seul moyen: la lutte prolétarienne internationale contre ce système assasins, la lutte pour la révolution communiste mondiale.

## Il y a 80 ans Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht étaient assassinés Dans la rouge lumière du sacrifice

*Au début de l'année 1919, après l'échec des tentatives révolutionnaires à Berlin, la répression organisée par le gouvernement social-démocrate allemand se déchaîna contre ceux qui avaient fait trembler les bourgeois. Les chefs de la Ligue Spartacus, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht étaient arrêtés dans leurs cachettes et sommairement exécutés le 19 janvier. A*

*quelques jours de la nouvelle, annoncée, démentie, puis malheureusement confirmée, le journal napolitain «Il Soviet», organe de la fraction de gauche dans le Parti Socialiste Italien publiait en première page cet article, tout frémissant à la fois d'indignation et de foi dans la victoire finale de la classe ouvrière contre ses tortionnaires et ses exploités.*

Dans le dernier numéro, nous n'avons voulu faire aucune allusion à l'horrible crime perpétré en Allemagne par la réaction ricanante. Il y avait encore quelques éléments de doute dans la nouvelle, il y avait encore la possibilité que l'ignominieuse tragédie ne soit que le produit de l'imagination sinistre et torquemadesque de ces hyènes distinguées que sont les journalistes du capitalisme.

Malheureusement, la réalité a dépassé, dans son atroce réalisation, tout ce que l'on pouvait imaginer de raffinement dans le sadisme des bourgeois. Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg ont été livrés, avec la joie d'une violence barbare, aux insultes d'une populace inconsciente, ivre de mensonges et probablement vendue; ils ont été frappés, martyrisés, lâchement assassinés, leurs corps inanimés outragés, livrés à la haine de délinquants abrutis.

Que les prolétaires n'oublient jamais ce massacre! Que cette date, ces noms, ces particulières horreurs, se fixent bien dans leur mémoire et dans leur cœur pour le jour auguste de la vengeance! Le journal des renégats du social-nationalisme allemand, le dégenéré «Vorwärts!» avait bien accompli son oeuvre infâme de perversion sanguinaire, d'excitation des plus basses passions de la

plébe. Cette feuille, qui n'avait jamais trouvé rien à redire quand le Kaiser, le Konprinz, Ludendorff et Hindenburg envoyaient au massacre, dans les champs de bataille ensanglantés de France, des millions de prolétaires, alors qu'ils se tenaient tranquillement, bien à l'abri, dans leurs confortables quartiers généraux à s'enivrer de champagne volé en compagnie de prostituées, cette feuille avait subitement trouvé un motif de satire et de d'excitation contre Karl et Rosa, qui n'étaient pas parmi la centaine de prolétaires morts pendant la semaine rouge, comme ses rédacteurs, serviteurs de la réaction bourgeoise et militariste, l'avaient ardemment désiré!

Mais la haine de ceux qui dans la vie sans tâche des deux grands agitateurs, dans la cohérence de fer de leur conduite, dans la fermeté jamais démentie de leurs convictions et de leurs actions, voyaient avec rage un reproche permanent à leur honteux asservissement à l'ancien régime du Kaiser, a été finalement satisfaite.

Karl et Rosa, les champions inébranlables de la cause intégrale du prolétariat, les opposants irrécyclables à toute fraternisation des exploités avec les exploités, les apôtres de la nouvelle société communiste et égalitaire, sont tombés, associés pour tou-

jours dans le noble martyr comme dans leur vie d'action.

Et les profanateurs du socialisme, les Ebert, les Scheidemann, les Noske, exultent, et leur allégresse transparait dans les contorsions hypocrites avec lesquelles ils cherchent à étaler douleur et réprobation. Et derrière eux exultent encore plus les militaristes, ces généraux qui redeviennent d'un coup, comme en août 1914, les sauveurs de la patrie, ces officiers qui à nouveau dictent leur loi, avec casque et épauettes, dans les rues de Berlin, comme à l'époque dorée de l'empereur Guillaume et de la Table Ronde, insultant et malmenant les passants, outrageant et... pelotant les femmes, fusillant dans les casernes les prolétaires révoltés.

Et, derrière eux, on entend le gros éclat de rire moqueur du capitaliste, du *junker* qui pourra encore dérober et bastonner les paysans de sa grande propriété foncière, de l'industriel libéré du péril de devoir laisser à l'ouvrier tout le fruit de son travail, du commerçant autorisé à continuer sa noble besogne d'escroquerie du producteur et du consommateur, du *rentier* exempté de l'obligation de travailler lui aussi pour manger...

Le gouvernement a vaincu avec les baïonnettes de la garde blanche. Mais il y a des victoires qui déshonorent et des défaites qui

# La guerre au Congo-Kinshasa

( Suite de la page 1 )

naître officiellement que ses soldats se trouvaient en territoire congolais et qu'ils pourraient y rester au moins «encore un an», si un accord satisfaisant avec la RDC ne se concrétisait pas.

Les dirigeants ougandais justifient la présence de leurs troupes en RDC par des raisons de sécurité nationale: la lutte contre les rébellions et l'insécurité dans le nord de l'Ouganda. Mais les causes de ces rébellions, qui ressemblent à des jacqueries plus qu'à des véritables guérillas, sont locales - et les exactions de l'armée ougandaise envoyée «pacifier» les campagnes n'y sont certainement pas étrangères. L'Ouganda, avec le soutien américain, veut s'assurer un rôle dominant dans la région des grands lacs. Le régime de Museveni avait aidé les guérilleros Tutsi du Front Populaire Rwandais à renverser le régime rwandais Hutu (4), et il avait également aidé la rébellion de Kabila; des officiers ougandais étaient présents, aux côtés des soldats rwandais, parmi les troupes de Kabila. Après la rupture avec ce dernier, l'Ouganda a donc à nouveau organisé, pour les mêmes raisons politico-commerciales (5) de concert avec le régime rwandais, la rébellion militaire.

Celle-ci s'est à peu près instantanément emparée des régions congolaises orientales limitrophes du Rwanda et de l'Ouganda, où n'existait aucune force militaire loyale au nouveau régime congolais, et où les rebelles pouvaient compter, outre sur le soutien direct de ces deux Etats, sur des populations tutsies locales («Banyamulengé») qui, en dépit de leur volonté et malgré leur présence sur ce sol depuis plus d'un siècle, n'ont jamais été considérées que comme des étrangers par les autorités successives de Kinshasa: on ne peut donc s'étonner qu'elles ne nourrissent aucune sympathie envers le pouvoir congolais/zaïrois et ses structures administrativopolitiques qui n'ont jamais reculé à utiliser les préjugés racistes à leur égard existant parmi la population. La présence de ces Tutsis a d'ailleurs suscité chez certains dirigeants rwandais du FPR le rêve d'une annexion de cette région au Rwanda qui permettrait de rétablir un peu l'équilibre ethnique entre Tutsis et Hutus dans le pays.

A partir de cette base-arrière la rébellion tentait de rééditer la marche sur Kinshasa qui avait fait s'effondrer le régime de Mobutu et qui avait porté au pouvoir Kabila et ses amis. A la mi-août, grâce à une opération aéroportée à l'autre extrémité, occidentale, du Congo, les rebelles ralliaient à leur cause, contre monnaie sonnante et trébuchante, les soldats mal payés d'un camp militaire; puis ils s'em-

paraient des villes voisines, notamment du port de Matadi qui est le seul débouché du pays sur l'océan, et ils occupaient la centrale électrique d'Inga qui fournit l'électricité à la capitale et aux installations minières du Shaba et menaçaient Kinshasa. La prise d'Inga avait à elle seule une valeur stratégique inestimable: cette énorme centrale hydro-électrique sur le gigantesque fleuve Zaïre est en effet un atout de première grandeur, non seulement pour l'activité économique du pays, pour son développement industriel mais aussi pour son commerce extérieur et pour le développement économique d'une bonne partie de l'Afrique. La centrale fournit déjà de l'électricité au Congo-Brazzaville voisin, à la Zambie, à l'Angola, au Zimbabwe et il existe des projets de fourniture de son électricité à de nombreux pays, depuis l'Afrique du Sud jusqu'à certains pays d'Afrique du Nord (Egypte)!

Alors qu'il était dans une situation en apparence désespérée, sans troupes sûres, et que les médias annonçaient déjà sa fuite, le gouvernement de Kabila réussit cependant à faire échec à la rébellion, dont certains éléments avancés étaient signalés dans les faubourgs de la capitale.

Comment? En faisant appel aux Etats voisins, et d'abord à l'Angola dont les soldats, l'année dernière, permirent d'emporter la décision dans la guerre civile au Congo-Brazzaville. L'intervention décidée des soldats angolais permit la reprise (sans combats) de la centrale d'Inga et brisa l'offensive en direction de Kinshasa (6).

Dans la capitale le gouvernement lança une campagne raciste, excitant la population à organiser des pogroms contre les Tutsis, dans des termes et avec une violence que même le dictateur Mobutu n'aurait pas osé utiliser! Le nombre de victimes de supposés Tutsis, lynchés par la populace ou massacrés dans les camps militaires où ils avaient été amenés, est inconnu, mais les témoignages permettent de les estimer à plusieurs centaines au moins.

L'Angola est intéressée à intervenir dans l'ouest congolais pour prendre à revers l'UNITA, mouvement de guérilla angolais qui y trouve une zone de repli. D'autre part elle vise à s'emparer de cette riche région où l'UNITA occupe une place importante dans l'exploitation et le commerce des diamants. Certains officiers supérieurs angolais auraient déjà repris en main ce commerce pour leur propre compte. Enfin l'Angola a obtenu du gouvernement de Kabila des droits pour l'exploitation des gisements de pétrole qui se trouveraient dans la région. Le contingent angolais atteindrait les 6.000 hommes, avec des chars, de l'artillerie et des avions de

combat.

En dépit de ses affirmations répétées, il est tout à fait improbable que l'Angola ait la moindre envie d'envoyer des soldats combattre à plus de 2.000 km des régions qui l'intéressent directement. Pour essayer de résister à la rébellion dans l'est congolais, le régime de Kabila a dû donc trouver d'autres alliés. C'est ainsi que, marchant inexorablement dans les pas de Mobutu, il noua une alliance avec ses anciens adversaires qu'il avait laissé massacrer par milliers il y a quelques mois à peine, les rescapés du régime Hutu rwandais (7); et qu'il se tourna vers le gouvernement soudanais, l'autorisant, en contrepartie de son appui militaire, à utiliser le territoire congolais pour prendre à revers les guérillas du sud-Soudan - exactement comme l'avait fait le vieux dictateur zaïrois pour essayer de bloquer l'avance des rebelles de Kabila! Enfin ce dernier fit aussi appel à 1.500 soldats tchadiens, dont le corps expéditionnaire serait, selon les journaux, financé par la Libye.

Dans le sud congolais - sa région d'origine - Kabila trouva un appui militaire (7 à 10.000 hommes, avec des blindés et des avions) auprès du Zimbabwe, qui l'avait déjà soutenu lors de sa prise du pouvoir. Il semble que les sociétés minières de ce pays soient intéressées par le cuivre de la région: preuve en est qu'à la mi-novembre le gouvernement de Kabila nommait, pour la redresser, à la tête de la *Gécamines* (société géante d'Etat qui exploite les riches ressources minières du sud et qui est le poumon économique du pays) un industriel zimbabwéen, après lui avoir accordé des droits sur l'exploitation de certains gisements de cuivre. De plus la chute de Kabila signifierait que la dette de plus de 100 millions de dollars (correspondant à la fourniture d'armes légères) de la RDC envers la *Zimbabwean Defense Industry* (manufacture d'armes en grande difficulté financière) ne serait jamais honorée. D'autre part le gouvernement du Zimbabwe qui se débat dans une grave crise économique et sociale - début novembre une augmentation de 67 % du prix de l'essence a encore provoqué une vague de mécontentement, d'émeutes, et de grèves auxquelles les autorités ont répliqué par l'interdiction des grèves «politiques» -, ne serait sans doute pas mécontent de trouver un dérivatif aux problèmes intérieurs. Mais, s'il existe, ce calcul pourrait bien se retourner contre ses auteurs, et l'aventure congolaise ébranler un peu plus le régime zimbabwéen: selon un journal local, par crainte de mutineries les autorités auraient été obligées d'envoyer 1500 membres de la police militaire maintenir l'ordre parmi les soldats envoyés au Congo (8)...

Enfin il faut signaler que la Namibie, immense Etat désertique aux très maigres

ressources, a également décidé de faire partie de l'alliance militaire entre l'Angola et le Zimbabwe formée le 21 octobre pour combattre en RDC. A la suite de cet accord elle aurait envoyé un contingent militaire, officiellement de quelques centaines d'hommes. Il semble qu'il s'agisse en réalité de 1000 à 2000 soldats, soit le quart de l'armée namibienne! En contrepartie de cet engagement une société minière proche du président namibien a été associée à l'exploitation de la *Gécamines*. Il est possible que la Namibie agisse à l'instigation de son puissant voisin, l'Afrique du Sud, qui a jusqu'ici refusé de prendre ouvertement partie pour un camp ou pour l'autre, se contentant dans un premier temps d'appeler au «retrait des troupes étrangères» et à l'ouverture de négociations: l'importance de ses intérêts au Congo impose au pouvoir sud-africain, plutôt hostile au régime de Kabila, une politique plus subtile, recourant y compris au double jeu.

( Suite en page 4 )

## Justice coloniale à Tahiti

Il y a trois ans la reprise des essais nucléaires français par l'armée française suscitait de nombreuses protestations dans le monde. En Polynésie une manifestation de protestation à Papeete se soldait le 6 septembre 95 par de violents affrontements avec les Gardes Mobiles (voir le n° 433 du «Proletaire»). A la fin du mois d'octobre dernier une soixantaine de personnes ont été jugées par le tribunal local, qui a rendu une sentence typique de la justice coloniale, en condamnant 37 des prévenus (sans parler de ceux qui avaient déjà été licenciés par leur patron).

Les condamnations les plus lourdes: Henri Temaitahio, reconnu coupable d'avoir frappé un gendarme a été condamné à 18 mois de prison (dont 6 mois fermes) et de 2 ans de privations de tous ses droits civiques; en réalité c'est lui qui avait été victime de la brutalité policière: plusieurs jours dans le coma, un mois d'arrêt de travail. Un ancien dirigeant du syndicat indépendantiste *A Tia I Mua* qui avait appelé à une grève générale, est condamné à 2 ans de prison dont 1 ferme et 3 ans de privations des droits civiques. Le plus lourdement condamné est Hiro Tefaarere, l'ancien secrétaire général de ce syndicat, aujourd'hui élu indépendantiste; considéré par le tribunal comme l'instigateur des troubles, parce que, alors qu'il portait la double casquette d'inspecteur des Renseignements Généraux et de dirigeant syndical collaborationniste, il n'avait pu empêcher ses militants de participer aux affrontements, il se voit infliger 3 ans de prison, dont 18 mois fermes et 5 ans de privation des droits civiques: les bourgeois ont voulu lui faire payer la truille qu'ils avaient ressentie ce soir-là, où le spectre du pillage par les prolétaires des quartiers misérables était venu hanter les beaux quartiers de la capitale de Tahiti. Par ailleurs, comme on pouvait s'y attendre, la cour ne s'est pas intéressée aux exactions des forces de répression contre les manifestants, ni aux mauvais traitements subis en prison par les prévenus. Il est clair que les juges ont voulu faire un exemple non seulement à destination des milieux indépendantistes, mais aussi et surtout à destination de la masse des jeunes chômeurs qui menacent toujours de faire exploser ce petit paradis de l'exploitation néocoloniale.

C'est bien pourquoi les prolétaires d'ici doivent exprimer leur solidarité avec les condamnés de Papeete, quel que soit notre désaccord avec leurs orientations politiques et celles des organisations auxquelles ils peuvent appartenir, et, au-delà, avec les prolétaires polynésiens qui ne connaissent de la France qu'exploitation, misère et répression.

**Libération des condamnés de Papeete! A bas la justice coloniale! Impérialisme français, hors des DOM-TOM!**

## ROSA LUXEMBOURG ET KARL LIEBKNECHT

préparent la voie de l'avenir! Les socialistes majoritaires allemands ne pourront pas jouir du fruit de leur victoire payée avec le sang prolétarien et avec la vie des deux défenseurs les plus infatigables et les plus convaincus de la cause prolétarienne en Allemagne. Traîtres à la Révolution, en armant pour défendre leur pouvoir les bourgeois, les officiers, les soldats à peine rentrés de quatre années de privations indicibles et désireux de repos à tout prix, ils ont signé leur propre sentence de mort politique. Ils sont déjà prisonniers de la réaction, et ils devront céder la place à la réaction bourgeoise, militariste et capitaliste et lui remettre la direction de l'Etat.

Ce jour-là, la colossale fraude politique qu'ils ont commise contre la révolution, le socialisme et le prolétariat, deviendra évidente même à cette partie du prolétariat allemand qui ne s'est pas encore réveillée des effets de la drogue patriotique administrée avec profusion par les bourgeois et les majoritaires pendant les quatre années de guerre.

Ce jour-là, le prolétariat verra et com-

prendra. Et ce sera le jour de l'apothéose inévitable de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, ce sera le triomphe de Spartacus.

Nous l'attendons avec une confiance inébranlable. Il ne passera pas beaucoup de temps avant que le prolétariat allemand ne s'aperçoive de la bêtise commise en abandonnant contre le plat de lentilles de l'ordre et de la générosité bourgeoise victorieuse, son droit à l'émancipation totale et définitive du capitalisme étranger et indigène. Cela ne tardera pas car aucune force ne peut désormais arrêter la révolution prolétarienne dans le monde et parce que le prolétariat allemand est une force trop gigantesque pour qu'une fois devenue consciente d'elle-même, il soit possible de la maîtriser avec les entraves parlementaires et constitutionnelles.

Alors, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg couvriront le monde nouveau de leur ombre gigantesque et ils recevront de la part des coeurs fidèles des prolétaires du monde entier l'hommage dû aux héros et aux précurseurs.

Spartacus l'a dit peu de temps avant de mourir «La victoire nous appartient parce que *Spartacus* signifie feu et esprit, âme et coeur, action violente de la Révolution pro-

létarienne. *Spartacus* signifie toutes les misères, tout le désir de bonheur du prolétariat. Il signifie le socialisme, la Révolution mondiale».

C'est pourquoi, bien qu'affligés et bouleversés par le massacre des deux apôtres du communisme, nous acceptons leur destin. Toute idée, avant de triompher, doit être anoblée par le sacrifice de ses plus généreux pionniers; toute religion - et le socialisme est la religion de l'âge nouveau - veut ses martyrs.

Hier, ils s'appelaient Christ, Huss, Giordano Bruno. Aujourd'hui, ils s'appellent Jaurès, Liebknecht, Luxemburg. Les uns et les autres tombèrent pour leur foi. Mais les bourreaux disparurent et le christianisme, la réforme protestante et la libre pensée triomphèrent. Les assassins d'aujourd'hui disparaîtront, cédant la place aux nouveaux êtres libres, égaux, fraternels dans le monde entier, qui, à tout instant de leur vie devenue enfin joyeuse et aimée, auront une pensée émue à la mémoire et à la reconnaissance des deux grandes figures dont le sacrifice aura préparé leur bonheur: à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

«Il Soviet», 26/1/1919.

# La guerre au Congo-Kinshasa

( Suite de la page 3 )

## LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE DE L'AFRIQUE

Cette rapide description des événements montre que la «rébellion» militaire n'est qu'un aspect dans des affrontements plus vastes, intéressant pratiquement tous les pays de la région et que ces affrontements n'ont rien de «primitifs»; il s'agit bel et bien d'affrontements bourgeois, caractéristiques du capitalisme, comme le monde et en particulier l'Europe, ont donné et donnent d'innombrables exemples. D'ailleurs quelqu'un de bien placé pour savoir de quoi elle parle, Susan Rice, la responsable pour l'Afrique du ministère des Affaires étrangères américain, a déclaré que la guerre en cours au Congo pourrait devenir la «première guerre mondiale du continent africain» (9).

En effet dans l'internationalisation de la guerre au Congo se profilent en arrière plan les silhouettes sinistres des grands impérialismes impliqués dans le pillage et l'exploitation des richesses africaines.

Peu après le début de la rébellion militaire, plusieurs journaux parisiens affirmaient que les autorités françaises avaient eu des contacts avec les futurs éléments rebelles et en écho certains chefs de la rébellion affirmaient qu'ils avaient eu «l'accord implicite de Paris et de Washington», à condition d'«éviter tout bain de sang et l'exode des populations»: «Paris nous a compris» déclarait même l'un de ceux-ci (10). En riposte les autorités de la RDC organisaient à Kinshasa des manifestations anti-françaises avec des slogans du type «Chirac assassin!».

Mais en réalité, lâché par ses parrains américains, le gouvernement était condamné à rechercher un terrain d'entente avec les anciens protecteurs de Mobutu, avec l'impérialisme français qu'il n'avait cessé de brocarder depuis sa prise du pouvoir. De son côté, ce dernier ne pouvait laisser passer l'opportunité de reprendre pied dans un pays où il avait honteusement été évincé, dès lors que le régime de Kabila ne s'était pas immédiatement effondré dès le début de la rébellion. L'intervention décisive de l'Angola ne pouvait déplaire à Paris: fin juin, à l'occasion d'une visite officielle qui témoignait de l'importance croissante de la présence française dans ce pays, Chirac avait affirmé, en évoquant les «responsabilités croissantes» assumées par l'Angola pour «construire la paix» dans la «région» que «la France comprend cette démarche et la soutient»; c'était non seulement un satisfecit pour l'intervention armée de l'Angola qui avait fait triompher le protégé de Paris dans la guerre civile au Congo-Brazzaville, mais ouvertement un feu vert à d'autres interventions du même type dans la région.

Dès le début de la rébellion, Kabila envoyait des émissaires faire la tournée des pays africains francophones et solliciter à Paris même une reprise des contacts. Dans un premier temps l'impérialisme français évita prudemment de s'engager ouvertement; officiellement, il repoussa les demandes pressantes du gouvernement de la RDC, se contentant d'appeler à la négociation de toutes les parties en conflit, etc. Ce qui se passait dans les coulisses, nous ne pouvons que le deviner, mais la réalité était à coup sûr bien différente. Il est par exemple invraisemblable que des soldats tchadiens aient pu être envoyés en RDC sans que les instructeurs militaires français qui encadrent cette armée aient été au courant et que le gouvernement français ait donné son accord: le rôle invoqué de la Libye à cette occasion ne peut être que de la poudre aux yeux - ou une nouvelle manifestation d'un rapprochement franco-libyen que l'on a pu constater ailleurs.

Mais, quoi qu'il en soit, le soutien de la France au régime de la RDC est devenu au bout de quelques semaines de plus en plus manifeste, et la réconciliation s'est conclue avec éclat par la venue de Kabila au XXe sommet franco-africain à la fin novembre.

Du côté des Etats-Unis, nous avons rappelé que la fin de l'appui américain à la RDC a précédé de peu le déclenchement des combats. D'autres indices laissent deviner que l'implication américaine dans la rébellion militaire a été plus directe. Le début des hostilités avec participation rwandaise à la prise de l'est congolais a ainsi coïncidé avec la présence d'une mission militaire américaine d'aide à l'armée du Rwanda avec comme objectif d'empêcher un nouveau génocide - précisément l'argument utilisé par les autorités de Kigali pour justifier leur engagement militaire. Les informations selon lesquelles des «marines» noirs américains auraient été impliqués dans les combats pourraient s'expliquer par l'action de mercenaires américains de la MPRI, société privée formellement indépendante, mais en réalité liée au Pentagone et dont les effectifs sont composés d'anciens militaires américains. Ces mercenaires noirs ont, semble-t-il, joué un rôle important dans le renversement de Mobutu, notamment en organisant, entraînant et aidant la «légion tutsie» qui était le fer de lance des troupes de Kabila; contre des promesses d'exploitation minière, l'opération avait été financée par la «Barrick Gold Corporation», une société minière exploitant de l'or au Zaïre, à la tête de laquelle on retrouve l'ancien président des Etats-Unis Georges Bush, un ancien directeur de la CIA et un ancien premier ministre canadien (les intérêts miniers canadiens en RDC sont étroitement liés à ceux américains) (11). Il est plus que probable que ces mercenaires aient repris du service: ce genre d'action est une pratique classique de l'impérialisme utilisée pour camoufler une intervention directe; l'impérialisme français, lui aussi, y avait eu recours, mais avec des résultats déplorables sans aucune mesure avec l'efficacité américaine...

Avec la chute de Mobutu, les Etats-Unis semblaient avoir réussi à réunir sous leur houlette toute une série d'Etats d'Afrique centrale et orientale, de l'Ethiopie à la RDC, du Rwanda au Zimbabwe, où les anciens colonisateurs et l'ancien rival soviétique étaient définitivement évincés, et qui leur permettrait d'étendre plus facilement leur influence vers l'Afrique du Sud d'un côté, en direction, de l'autre, du «pré carré» francophone, du Soudan où ils soutiennent les guérillas du sud, tout en «contrôlant» les côtes est-africaines, importante zone de passage dans le commerce mondial maritime. Le déclenchement de la guerre entre l'Ethiopie et l'Erythrée d'abord, puis surtout l'éclatement de la guerre en RDC a brisé cette alliance qui s'ébauchait, permit le retour de l'impérialisme français et, dans une moindre mesure sans doute mais de façon indéniable, des autres impérialismes européens: la faiblesse de l'implantation américaine en Afrique a été mise en évidence de la façon la plus brutale.

L'impérialisme yankee a dû multiplier les efforts pour essayer de recoller les morceaux ou au moins de limiter les dégâts. L'ambassadeur américain en RDC qui se vantait il n'y a pas si longtemps de la déroutée française, a été contraint au difficile exercice de condamner officiellement l'ingérence du Rwanda et de l'Ouganda, au moment même où une délégation de la «rébellion» était en tournée officielle aux Etats-Unis tandis que des responsables gouvernementaux américains étaient envoyés faire la tournée des différents pays...

Le continent africain, et l'ex-Zaïre qui en est l'un des joyaux, suscite toujours en effet, malgré les discours sur la marginalisation de l'Afrique et l'effondrement actuel des prix des matières premières, la convoitise des impérialismes. D'après le «Rapport 1998 sur l'investissement dans le monde» de la CNUCED (organisme dépendant de l'ONU), les investissements en Afrique, s'ils sont faibles en quantité (en excluant l'Afrique du Sud, ils ne représentent que 3 % des investissements dans les pays dits «en développement») sont particulièrement rentables: par

exemple depuis 1990 le taux moyen de rentabilité des investissements américains est de 29 %! Au cours des dernières années la France a ravi à la Grande-Bretagne la place de premier investisseur étranger sur le continent, devant les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon et les Pays-Bas.

C'est grâce aux solides liens hérités de l'époque coloniale et régulièrement entretenus depuis par tous les moyens, depuis l'«aide au développement», la «coopération culturelle» jusqu'à la corruption effrénée et aux interventions militaires à répétition, que l'impérialisme français y jouit toujours de la part de marché la plus importante (environ 20 %, contre 14 % aux Etats-Unis et 11 % au Japon), et 20 % des investissements directs des entreprises françaises à l'étranger se font encore en Afrique. 60 % de l'«Aide publique au développement» - c'est-à-dire l'argent que les Etats impérialistes, sous prétexte d'«aide» déboursent pour assurer influence commerciale et politique dans les pays périphériques - soit plus de 20 milliards de FF, est destinée à l'Afrique (12). Et la vague de privatisations qui touche le continent de même que les autres régions du monde, se traduit le plus souvent par un nouvel accroissement de la présence française. L'impérialisme français est la seule puissance étrangère à maintenir des troupes (officiellement près de 7000 hommes) sur le continent, bien entendu pour maintenir sa main-mise sur ses «chasses gardées», ses anciennes colonies. Mais il ne dédaigne pas pour autant d'accroître sa présence sur les autres régions, comme le démontrent son action dans l'ancien Congo belge, ou le fait que le dernier «sommet franco-africain» se soit élargi à pratiquement tous les Etats d'Afrique noire (sommet au cours duquel Chirac a pris bien soin de brocarder les Etats-Unis).

Le poids de l'Afrique dans le commerce et les investissements des autres impérialismes est sans aucun doute beaucoup moindre (les investissements en Afrique des entreprises américaines ne représentent que 1 % de leurs investissements à l'étranger) mais cela n'a pas dissuadé Clinton, il y a quelques mois, d'effectuer pour la première fois une visite présidentielle américaine en Afrique; selon les déclarations officielles américaines, l'Afrique est devenue une «priorité» pour les Etats-Unis. Mettant les points sur les i, l'ambassadeur américain à Kinshasa, dans l'euphorie de la victoire de Kabila sur Mobutu, avait alors carrément affirmé que l'époque des chasses gardées françaises en Afrique était terminée.

De son côté le Japon, qui importe de l'Afrique 48 % de son chrome, 43 % de son manganèse, 38 % de son platine, 37 % de son cobalt (13) - pour ne pas parler des produits alimentaires -, n'est sans doute pas encore en mesure de mener une politique extérieure aussi active et visible que ses concurrents, pour des raisons historiques facilement compréhensibles. Il est cependant le premier fournisseur d'«Aide au développement» (8,4 milliards de dollars), principalement orientée vers sa zone d'influence asiatique. Il en consacre cependant 13 % à l'Afrique, soit presque 6 milliards de FF; et il vient en de tenir l'équivalent d'un sommet «franco-africain», la «Tokyo International Conference on African Development». Cette TICAD 2 (la première a eu lieu il y a 5 ans) est un signe de l'intérêt croissant de l'impérialisme nippon pour l'Afrique; organisée avec les desseins les plus altruistes (lutte contre la pauvreté, la malnutrition, l'analphabétisme, etc.); elle a servi en réalité à donner un coup de pouce aux industriels et aux commerçants japonais. Le représentant du patronat nippon a ainsi proposé une «alliance Afrique-Asie» (qui pourrait douter que dans son esprit l'«Asie» était en fait le Japon et que «alliance» signifie domination?) qui deviendrait une alternative à l'actuelle «alliance» Afrique-Europe. Difficile de dire plus crûment que l'impérialisme japonais, lui aussi, se porte d'ores et déjà candidat au remplacement des vieux impérialismes néo-coloniaux européens, encore cramponnés à leur proie africaine...

Le Congo-Kinshasa est aujourd'hui dans

un état de profond délabrement économique. La cause n'est pas à imputer à la gestion désastreuse du seul Mobutu et de sa clique comme le répètent les journalistes européens avec le plaisir de ceux qui tiennent à étaler leur sentiment de supériorité - car qui l'a installé et maintenu, y compris par la force militaire, sinon les impérialismes occidentaux «démocratiques et civilisés», Belgique, Etats-Unis, France? Et si la clique mobutiste a touché une partie du magot et l'a placé en bonne partie dans les banques européennes, à qui a essentiellement profité l'exploitation des fabuleuses richesses congolaises (Cuivre, Zinc, Cobalt, Diamant, Caoutchouc, etc.), sinon aux grandes sociétés occidentales? Suscitant l'appétit des Etats bourgeois, grands ou petits, africains ou extra-continentaux, ces richesses qui ne peuvent plus être défendues par un Etat en pleine déliquescence sont le véritable enjeu qui explique que tous se précipitent pour participer à la curée.

Les fronts militaires actuels peuvent bien se stabiliser, des accords de cessez-le-feu peuvent bien être proclamés, la guerre pour le Congo-Kinshasa est tout sauf terminée. D'autres reprises des combats auront lieu, d'autres retournements d'alliances, d'autres interventions militaires, y compris directement des puissances impérialistes. Commencé il y a plus d'un siècle avec une colonisation particulièrement effroyable, le martyrologue des populations congolaises dont le malheur est de vivre dans un pays aux trop grandes ressources, est destiné à se poursuivre, aussi longtemps que le mode de production capitaliste régnera sur la planète. Seule la révolution communiste internationale, unissant dans la lutte anti-capitaliste les prolétaires et les opprimés de tous les continents, pourra demain y mettre fin.

Et c'est dès aujourd'hui que cette solidarité prolétarienne effective doit se préparer, d'abord par la dénonciation inlassable des méfaits de l'impérialisme derrière ses prétentions «humanitaires», «démocratiques» ou «sécuritaires», liée à la critique des fausses voies d'une «autre politique» de l'impérialisme vis-à-vis de l'Afrique, typiques de l'illusion petite-bourgeoise qu'un bon capitalisme est possible, mais aussi par la dénonciation de la nature et des objectifs strictement bourgeois des différentes fractions en lutte malgré leurs discours parfois vaguement anti-impérialistes.

## A BAS L'IMPÉRIALISME ! VIVE L'UNION DES PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS CONTRE LE CAPITALISME MONDIAL !

(1) cf «La chute de Mobutu n'est pas encore la victoire des exploités», «Le Prolétaire» n° 441.

(2) Au Rwanda, les soldats français qui avaient été envoyés pour soutenir le régime de Habyarimana contre le FPR de Kagamé ont directement participé au contrôle et au renforcement des divisions ethniques. Voir également le cas du Libéria dont nous avons parlé dans le «Prolétaire» n° 446.

(3) C'est le 6 novembre, lors d'une réunion organisée en Afrique du Sud sur la guerre en RDC, que Kagamé, le véritable dirigeant du Rwanda, a pour la première fois reconnu la présence de ses troupes en RDC, «pour des raisons de sécurité nationale».

(4) Le régime réactionnaire de Habyarimana, protégé de l'impérialisme français, n'avait pu trouver une assise parmi la population qu'en se fondant sur la haine raciale, attisée par les médias, contre la minorité tutsi. Devant l'effondrement militaire et la prise de la capitale par la guérilla tutsi (FPR), le régime déclencha une vague de pogroms anti-Tutsis (en particulier en disant aux paysans qu'ils pouvaient s'emparer des terres et des biens des Tutsis) qui fit en quelques semaines des dizaines de milliers de victimes. Nombre de cadres militaires du FPR avaient fait partie de la guérilla qui avait porté Museveni au pouvoir en Ouganda, à

commencer par Kagamé (le véritable dirigeant du Rwanda) et Kabare, le chef de l'armée rwandaise et le dirigeant militaire actuel des opérations en RDC, selon *«Le Monde»* du 9/10/98.

(5) Le Rwanda aurait ainsi protesté contre le pillage outrancier des richesses des zones occupées de l'est congolais par des hommes d'affaires ougandais! cf *«Guerre de butins dans l'eldorado congolais»*, *«Libération»*, 14/10/98 où se trouvent aussi certaines des informations que nous reportons plus loin.

(6) Les observateurs ont relevé le «tact» (sic!) utilisé par les troupes loyalistes pour reprendre le barrage: des négociations ont eu lieu à l'issue desquelles les rebelles ont eu la possibilité de repartir en avion avec armes et bagages à condition qu'ils n'endommagent pas les installations. Cause de ce tact: selon le *«Financial Times»*, le groupe canadien *Tenke Mining* qui avait promis d'investir près de 500 millions de dollars dans une société créée en partenariat avec la société d'Etat congolaise *Gécamines*, avait menacé retirer ses investissements si Inga n'était plus

capable de fournir de l'électricité...

(7) Kabila a officiellement reconnu que des massacres de réfugiés hutus avaient bel et bien été commis par ses partisans, mais, selon lui, par les soldats rwandais sur lesquels il n'avait aucun pouvoir. cf son interview dans le quotidien bruxellois *«Le Soir»* (19/11/98). Qu'en pensent ceux en particulier à l'«extrême gauche», qui, pour mieux soutenir Kabila, n'iaient ces massacres? C'est ainsi que les maoïstes de *«Voie prolétarienne»* au nom de la révolution par étapes (*«Zaire: Choisir son camp!»*, *«Partisan»* n° 120, mai 97), rejoignent les trotskystes de la LCR (encore en avril 1998, cf *«Rouge»* n° 1775, 9/4/98) pour réfuter les massacres et appuyer le régime Kabila.

Selon *«Libération»* du 24/11/98, près de 8000 Hutus ont été recrutés dans les camps de réfugiés du Congo-Brazzaville (où ils avaient cherché refuge pour fuir les massacres commis d'octobre 96 à mai 97), et, encadrés par des officiers de l'armée de la RDC, envoyés au front.

(8) cf *«Zimbabwe Independent»*, 20/11/98.

(9) cf *«Africa's first world war»*, *«Financial Times»*, 14-15/11/98.

(10) cf *«Marchés tropicaux et méditerranéens»*, n° 2755 (21/8/98). A peu près au même moment le ministre français de la «Coopération» (lire: de l'exploitation néo-coloniale) déclarait en écho: *«Kabila (...) arrivé presque malgré lui au pouvoir, (...) n'est pas forcément fait exactement pour ce rôle»*. Quelques mois plus tard le même Kabila était devenu un homme d'Etat respecté et honoré par les officiels français.

(11) Parmi les dirigeants de cette société de mercenaires, on trouve l'ancien commandant des forces américaines en Europe, l'ancien directeur du service d'espionnage de l'armée américaine et l'ancien chef d'état-major de l'armée de terre américaine... cf *«Les coulisses de la guerre économique en RDC»*, *«Marchés tropicaux...»* n° 2768 (20/11/98).

(12) cf *«Rapport sur l'investissement dans le monde 1998: Tendances et facteurs»*, *«Rouge»* n° 1804 (25/11/98), *«Le Monde»*, 22/10/98.

(13) cf *«Jeune Afrique»* n° 1975 (17/11/

98).

(14) Un livre récent - Adam Hochschild, *«Les fantômes du roi Léopold. Un holocauste oublié»*, Ed. Belfond - vient opportunément de rappeler les atrocités commises au Congo par les colonisateurs belges (bien que l'auteur les présente bien plus comme le résultat de la cupidité d'un individu que comme la conséquence inévitable du système colonial, lui-même fils légitime du capitalisme). La *«civilisation»* qu'ils ont imposé aux populations congolaises, à coups de *chicotte* (fouet), de têtes et de mains coupées s'est traduite par un véritable génocide: entre 1880 et 1920 la population de la colonie, décimée par la répression, le travail forcé, les mauvais traitements, les famines et les maladies, conséquences directes d'une surexploitation bestiale (à cette époque, principalement dans le but de récolter toujours plus de caoutchouc) aurait diminuée de moitié, passant de vingt à dix millions d'indigènes! Rappelons au passage que les méthodes des autres colonisateurs, Anglais, Allemands ou Français en matière de cruauté ne le cédaient en rien à celles des Belges.

## Sur le fil du temps Les intellectuels et le marxisme

(«Battaglia Comunista», n°18, 4-5/11/49)

Ce «Fil du temps», publié pour la première fois il y a près de cinquante ans, rappelait de façon lapidaire quelle est l'attitude du parti marxiste par rapport aux intellectuels: à l'opposé de l'opportunisme qui courtise et valorise les célébrités de l'intelligentsia bourgeoise afin de couvrir de leur renommée sa politique de collaboration des classes, le parti de classe ne s'incline pas respectueusement devant les Intellectuels - surtout quand ils se mettent en tête de donner leur avis sur les questions politiques et sociales. Mais il accepte sans hésitation ceux qui veulent rejoindre ses rangs, à condition que leur adhésion soit sincère, c'est-à-dire qu'ils cessent d'être des «intellectuels», des spécialistes de la pensée ou de la culture, pour devenir d'authentiques militants communistes.

Dans cet article Amadeo Bordiga saisissait l'occasion d'une des «campagnes pour la paix» rituellement organisées par les stalinien. Le lecteur n'aura pas de peine à trouver des exemples actuels, surtout en France où la triste engance des «intellectuels de gauche» est une calamité traditionnelle.

### HIER

Les quatre points suivants, tant de fois développés en temps et lieux utiles, sont complètement indissociables dans la droite ligne marxiste:

1) Le mouvement prolétarien socialiste n'est en aucune façon un mouvement de culture et d'éducation. Les possibilités de développement de la pensée sont la conséquence d'un meilleur développement de la vie physique; elles ne viendront donc qu'après l'élimination de l'exploitation économique. Ceux qui font partie des classes à bas niveau de vie n'ont pas besoin de «savoir» pour lutter: il suffit qu'ils se révoltent contre leur condition d'affamés. Ils comprendront après.

2) Le parti révolutionnaire de classe ne refuse pas d'accueillir dans ses rangs comme camarades et militants qualifiés, des individus des classes économiquement supérieures et de se servir de leur meilleur développement intellectuel pour sa propre lutte, quand il s'agit de véritables déserteurs du camp social adverse. Dans toutes les luttes de classe victorieuses cette rupture a été l'une des premières du front contre-révolutionnaire, en dépit des inconvénients, des crises et des retours en arrière dans des cas individuels.

3) La classe prolétarienne, qui a besoin de la formation du parti politique pour vaincre, a besoin aussi de la clarté, la continuité et la cohérence théoriques; elle donne donc une place de tout premier ordre à la défense de la doctrine de classe (à ne pas confondre avec la conscience, terme insidieusement subjectif et non collectif qu'avec bien d'autres camelotes terminologiques il faut laisser aux positions conformistes et traditionnalistes).

4) Le mouvement communiste révolutionnaire compte au nombre de ses pires ennemis, avec les bourgeois, les capitalistes, les patrons et avec les fonctionnaires et hommes de main des diverses hiérarchies, les «penseurs» et les «intellectuels» en général, représentants de la «science» et de la «cultu-

re», de la «littérature» ou de l'«art», présentés comme des mouvements et des processus généraux indépendants et au-dessus des déterminations sociales et de la lutte historique des classes.

Toute déviation par rapport à ces points, est, pour des raisons évidentes, en opposition irréductible aux bases du marxisme; elle conduit à la dégénérescence opportuniste et à la défaite de la révolution.

La déviation par rapport au premier point conduit à retomber dans les tendances libérales-démocratiques d'éducation du prolétariat par la bourgeoisie qui, par sa richesse, monopolise l'Etat, l'école, la presse et tout le reste, pour ses objectifs de classe.

La déviation par rapport au deuxième point conduit à l'ouvriérisme ouvert, labou-risme ou syndicalisme pur, qui enferme les prolétaires dans le cadre d'un économisme sans issue, nie la lutte politique de parti et la conquête du pouvoir révolutionnaire, seul moyen pour dépasser le capitalisme.

La déviation par rapport au troisième point conduit au révisionnisme et au réformisme, à l'opportunisme social-démocrate, à la politocailerie au jour le jour, au commerce des principes, au cynisme de la devise bernsteinienne: «le but n'est rien, le mouvement est tout» où l'on sous-entend: «pour les bonzes».

La déviation par rapport au quatrième point conduit à l'ensemble des trois déviations précédentes, aux orgies de la politique des blocs: elle ferait vomir même un estomac d'acier.

Ces points étaient ceux de Marx et d'Engels, qui, aux origines du mouvement ouvrier et dans les efforts initiaux pour parvenir à fonder des partis de prolétaires, à l'époque de la Ligue des Justes et des Alliances universelles, ne pouvaient éviter les contacts avec certains de ces hommes de pensée. Ils s'en vengèrent amplement en crachant des critiques radicales au point d'en être féroces, et des sarcasmes impitoyables. Parmi la centaine de citations que l'on pourrait faire, en voici une: dans une lettre à Engels, Marx, qui

l'enviait d'avoir échappé à une réunion où étaient présents de nombreux philosophes, philanthropes et humanitaires de cet acabit, lui rapportait que, désigné pour rédiger l'adresse finale, il n'avait pas pu se soustraire à y placer les mots habituels de Liberté, Humanité, Justice, Civilisation, Pensée, etc... Il ajoute, pour s'excuser: j'ai eu soin de les mettre dans des passages où, ne signifiant absolument rien, ils ne pourront pas faire de mal.

Nous ne sommes pas des mystiques et nous admettons qu'un marxiste soit obligé, par devoir de parti, de dire ou d'écrire une ânerie. Il y a cependant deux conditions: la première, c'est qu'il n'y croie pas; la seconde, c'est qu'il ne cherche pas à y faire croire les autres. Si quelques rares «léninistes» d'aujourd'hui arrivent encore à remplir la première condition, eux et leurs confrères foulent aux pieds la seconde vingt fois par jour.

Dans les années de la grande révolution de Russie, les «intellectuels» qui naviguaient dans le cataclysme de la guerre entre des écoles philosophiques et esthétiques plus insipides et plus décadentes les unes que les autres, en entendirent le bruit, et, enclins comme ils le sont à faire les girouettes, ils se tournèrent vers l'orient. Il naquit entre autres en France un mouvement, «Clarté», qui regroupait des écrivains et des artistes sympathisants avec le bolchévisme victorieux (surtout parce qu'il était victorieux). C'était une clarté qui ne naissait pas de l'adhésion intégrale à une doctrine et de la conversion radicale à de nouveaux principes: c'était un «illumination» cérébral vide, reproduisant à un siècle et demi de distance l'illumination bourgeois, qui, lui, avait eu le courage de précéder et de préparer une révolution, et non de la suivre avec la vague intention d'en profiter ou d'en éviter les dommages.

Les camarades bolchéviks russes, marxistes à la tête aussi blindée que l'estomac, utilisaient ou se proposaient d'utiliser jusqu'à ces soubresauts dans les entrailles de tout un monde ennemi; mais de tous ces personnages, en partie de braves gens mais rien de plus, ils n'attendaient pas davantage que de leur «intelligentsia» locale, qu'ils connaissaient à fond pour l'avoir vue, à l'épreuve de toutes les vicissitudes de l'histoire et de la lutte, bavarde souvent, lâche toujours, se ranger successivement, en gammes plus nombreuses que les couleurs de l'arc-en-ciel, dans les rangs de tous les contre-révolutionnaires: libéraux, populistes, paysans, anarchoïdes et enfin émigrés défaitistes de l'autre côté des différentes frontières.

Un très bon camarade français à la culture authentique, Raymond Lefebvre, qui périt en 1920 en traversant l'Arctique à son retour de Russie, rappelait dans beaucoup de réunions pour prouver la diffusion du communisme dans son pays, que le parti comptait dans ses rangs «les quatre plus forts tirages

de France», les quatre écrivains dont les oeuvres atteignaient la plus grande diffusion. Il s'agissait d'Henri Barbusse, de Georges Duhamel, d'Anatole France (nous faisons une exception pour ce cerveau puissant qui a donné de nombreuses pages vraiment vibrantes sur le renversement des fondements d'un monde et de ses hypocrisies dominantes), Romain Rolland. La chose faisait de l'effet et était dite dans un beau français; mais entre nous, militants marxistes, nous n'avions jamais pensé renverser la bourgeoisie avec le tirage à cent mille exemplaires des «bouquins»: c'est bien autre chose qu'il faut lui tirer dessus! Nous sourions: Raymond, fort et sincère, se mettait en colère.

Il y avait aussi le sourire indescriptible et le pétilement des yeux de Lénine quand la conversation venait sur Maxime Gorki qui, dans la dégringolade générale des intellectuels, était resté avec les bolchéviks et à qui on n'avait pas pu refuser, du fait de sa trop grande notoriété mondiale et en raison de sa bonne foi indiscutable, l'hospitalité, la carte et parfois la parole, et à qui on avait dû renoncer à faire comprendre combien il était bête lorsqu'il traitait des problèmes sociaux et politiques.

## AUJOURD'HUI

Nous ne voulons pas écrire l'histoire des mouvements politiques qui naquirent dans le camp et avec le soutien d'«intellectuels» aux activités et aux provenances diverses. Il y aurait trop à dire et ce serait un travail considérable de discuter, en plus du «monde» artistique et littéraire, de celui non moins

( Suite en page 6 )

### IL COMUNISTA (Bimestriale) No 63 - Dicembre 1998

- Si avvicinato tempi difficili: le borghesie d'Europa mettono la sinistra parlamentare al governo
- L'imperialismo italiano alla prova del «caso Ocalan»
- Infortuni alla Fincantieri di Porto Marghera. La lotta per la sicurezza sul posto di lavoro è vitale quanto la lotta per il salario
- Terrorismo e comunismo (VII)
- «Auschwitz o il grande alibi della democrazia»: posizioni marxiste davvero indigeste
- Il trapianto di una mano: una «nuova tappa» della medicina borghese
- Guai in vista se le borghesie più potenti della terra si pentono delle proprie malefatte
- Scuola pubblica, scuola privata

## Sur le fil du temps Les intellectuels et le marxisme

( Suite de la page 5 )

intéressant de la science, et de voir comment les contributions des Gorki et des Barbusse sont largement dépassées dans leur degré d'inconsistance affligeante par celles des Joliot-Curie et des Einstein.

Les paladins germaniques firent en 1914 des manifestes d'intellectuels pour crier, avec l'autorité d'écrivains, de musiciens, de poètes et de peintres, leur célèbre «*es ist nicht wahr!*» (ce n'est pas vrai!) contre la campagne anti-allemande. Les antifascistes italiens en firent de même chez nous pour arrêter Mussolini, et on trouva que c'était un moyen génial pour un appel à la contre-offensive après que les Bourses du Travail et les groupes d'ouvriers armés n'aient pas réussi à stopper les fascistes. Nous en connaissons tous le bilan désastreux; certains durent faire marche arrière afin de sauver leur poste et leur gagne-pain, d'autres dépérirent, s'aigriront dans une opposition impuissante et fini-

rent de s'abêtir politiquement. Une fois le fascisme tombé sous la pression non intellectuelle des explosifs et des obus, ils réapparurent; et on raconta que l'Italie retrouvait finalement les forces les plus saines de la science, de la pensée, de la technique, libérées de la gangue fasciste. Pour ce qui est de la science, de la pensée, des lettres et des arts, il n'y a jamais eu autant de rebuts en circulation et, dans cette époque post-fasciste, nous sommes en train de descendre des rampes entières de marches.

La recette de la liberté de pensée, d'écrit et de paroles et le mensonge de l'«impartialité» de l'appareil public envers les diverses opinions, sont des facteurs supplémentaires d'aviissement; nous sommes aux antipodes de la force, y compris doctrinale et scientifique, qui émanait de la victoire de la révolution totalitaire russe. Il suffit de penser à ces pitoyables retransmissions par radio de la discussion des problèmes sociaux et politiques du *Sommet des 5*, où des pantins grotesques s'exhibent avec des affirmations timorées et des objections châtrées, bien qu'aigres de jalousie de métier mal digérée.

Mais là où se prépare et commence de façon grandiose la mobilisation mondiale des *forces de la pensée*, c'est dans le mouve-

ment contre le Pacte Atlantique et dans les Congrès de la Paix. Puisqu'on appelle les artistes à la rescousse, le symbolisme vient au premier plan; et l'étrange animal dessiné par Picasso offusque gravement les yeux désincarnés du vieux Noé, qui, en se les frottant vigoureusement dans l'autre monde, doit se demander s'il n'a pas fait une grosse bêtise en embarquant dans l'Arche et en relâchant ensuite vers les cieux apaisés l'originel, vulgaire et zoologique pigeon.

L'art de l'avenir. A l'époque, on s'acharna sur nous parce que nous refusions toute valeur révolutionnaire au mouvement *futuriste*. C'est une force de la pensée, rejoignons-les disaient ceux qui, comme d'habitude, ne croient très habiles et qui n'ont certainement pas été inventés en Russie avec le brevet du Kominform. *Ils détruisent comme nous les formes du passé; La revue Lacerba de Papini a même osé appeler le monument au grand Roi "une grande pissotière surmontée d'un pompier doré"!* Marinetti exalte la force physique et fait le coup de poing avec ses contradicteurs dans les théâtres et dans la rue! Unissons-nous à eux! Il n'est pas besoin de rappeler comment Papini, parmi les moines, et Marinetti, parmi les chemises noires, ont donné la mesure du caractère avancé de leurs positions. Ils

n'ont même pas renversé le monument en question, toujours sacré pour la République actuelle et pour les directions générales de l'art moderne.

Cette tendance à s'inspirer et à se subordonner à la vanité des intellectuels du monde bourgeois, marque l'aboutissement extrême de la prostitution de la lutte de classe sur les plans théorique, organisationnel et d'action.

Le manifeste - ou la déclaration - des pétitions pour la Paix, outre le recours à la forme sottement légaliste, est vanté comme l'oeuvre d'un écrivain catholique; et il contient l'invocation à la divinité. Même la bourgeoisie avait affirmé qu'il était contradictoire de penser que le salut pouvait venir de Dieu et de l'expression libérale de la volonté des peuples... Les lambeaux de la théorie et de la cohérence sont jetés les uns après les autres comme on jette du lest pour éviter la chute. Evidemment, avec ces derniers larges il n'y a plus de lest, et la nacelle de l'opportunisme finira inévitablement dans un honteux naufrage.

La fin la plus proche qu'on puisse espérer, serait la non improbable proclamation du pacte d'amitié internationale et sociale avec les forces de la ploutocratie occidentale: la digne étreinte de l'épervier impérialiste et de cette putain de colombe.

## Les Droits de l'Homme, expression idéologique de l'esclavage bourgeois

Le cinquantième anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme a été célébré un peu partout dans le monde avec faste. Rares ont été ceux qui ont osé demander en quoi, au cours de ce demi-siècle, cette déclaration a pu être d'une quelconque utilité pour les populations déshéritées, pour les masses immenses qui souffrent de misère et de faim, pour les victimes innombrables des guerres et des massacres, pour les opprimés et les exploités, en un mot pour toutes les victimes - la majorité écrasante de la population de la planète! - d'un mode de production, d'un ordre social né à l'enseigne de ces fameux droits. Le problème n'est pas que la classe dominante et ses Etats ne respectent pas suffisamment ces droits (*droits basés sur l'inégalité comme tout droit - Marx*), mais que ces sont des droits bourgeois, les droits du système qui règne dans le monde entier. Les maux dont souffrent aujourd'hui l'humanité ne sont plus causés comme autrefois par des modes de production archaïques, vis-à-vis

desquels le mode de production capitaliste et la société bourgeoise représentaient un progrès historique, mais bien par le système capitaliste lui-même, qui est maintenant devenu sur tous les plans un obstacle au progrès social.

Il ne s'agit donc plus de réaliser les principes bourgeois, mais de renverser le capitalisme, de mettre fin à la société bourgeoise, d'en finir avec l'esclavage bourgeois dont les «droits de l'homme» sont l'expression idéologique, pour ouvrir la voie à une société sans classes, sans oppression, sans inégalité - donc sans droits. Toutes les campagnes sur les «droits de l'homme» n'ont donc pas d'autre but que de masquer la nécessité de la révolution et du communisme, en présentant les souffrances et les malheurs des populations, non comme la conséquence inévitable du capitalisme, mais comme le résultat de l'insuffisante application des idéaux bourgeois. Voici de quelle façon Marx jugeait les *droits de l'homme*:

(...) les droits de l'homme ne libèrent donc pas l'homme de la religion, mais lui assurent la liberté de religion; ne le libèrent pas de la propriété, mais lui procurent la liberté de propriété; ne le libèrent pas de la nécessité de gagner sa vie de façon plus ou moins propre, mais lui accordent au contraire la liberté d'entreprise.

On a démontré comment la reconnaissance des droits de l'homme par l'Etat moderne ne signifie pas autre chose que la reconnaissance de l'esclavage par l'Etat antique. La base naturelle de l'Etat antique, c'était l'esclavage; celle de l'Etat moderne, c'est la société bourgeoise, l'homme de la société bourgeoise, c'est-à-dire l'homme indépendant, qui n'est rattaché à autrui que par le lien de l'intérêt privé et de la nécessité naturelle, dont il n'a pas conscience, l'esclavage du travail intéressé, de son propre besoin égoïste et du besoin égoïste d'autrui. L'Etat moderne, dont c'est la base naturelle, l'a reconnue comme telle dans la proclamation universelle des droits de l'homme. Et ces droits il ne les a pas créés. Produit de la société bourgeoise poussée, par sa propre évolution, à dépasser les anciennes entraves politiques, il ne faisait que reconnaître quant à lui sa propre origine et son propre fondement en proclamant les droits de l'homme.

(...) De même que l'activité industrielle et commerciale n'est pas abolie dès lors qu'on abolit les privilèges des métiers, des jurandes et corporations, et que l'industrie réelle ne commence au contraire qu'après la suppression de ces privilèges; de même que la propriété foncière n'est pas supprimée dès lors qu'on supprime la propriété foncière privilégiée et que son mouvement universel ne commence au contraire qu'avec la suppression de ses privilèges, avec la libre divi-

sion en parcelles et la libre aliénation de celles-ci; de même que le commerce n'est supprimé par la suppression des privilèges commerciaux, mais ne se réalise en vérité que dans la liberté du commerce; de même la religion ne se déploie dans son universalité pratique (qu'on imagine les Etats-Unis d'Amérique) que là où n'existe pas de religion privilégiée.

Ce qui sert de fondement à «l'état de choses public» moderne, c'est-à-dire à l'Etat moderne développé, ce n'est pas (...) la société des privilèges, mais la société des privilèges abolis et dissous, la société bourgeoise développée, où sont libérés les éléments de vie encore politiquement entravés dans les privilèges. Aucun «exclusivisme privilégié» ne s'oppose plus ici à quelque autre exclusivisme ni à l'état de choses public. Dès lors que la liberté de l'industrie et du commerce abolit l'exclusivisme privilégié et, par suite, supprime la lutte que se livraient les divers exclusivismes, pour le remplacer par l'homme libéré du privilège (...), par l'homme qui n'est même plus lié à son semblable par l'apparence d'un lien universel, et pour engendrer la lutte universelle opposant l'homme à l'homme, l'individu à l'individu, toute la société bourgeoise n'est alors que cette guerre réciproque de tous les individus que seule leur individualité isole des autres individus; elle n'est rien d'autre que le mouvement universel et effréné des forces vitales élémentaires libérées des entraves des privilèges. La contradiction qui oppose l'Etat représentatif démocratique à la société bourgeoise est l'achèvement de la contradiction classique: communauté - esclavage. Dans le monde moderne, tout individu est à la fois esclave et membre de la communauté. Mais l'esclavage de la société bourgeoise constitue, en apparen-

ce, la plus grande liberté, parce que c'est apparemment l'accomplissement de l'indépendance individuelle, l'individu prenant pour sa liberté propre le mouvement anarchique des éléments de sa vie qui lui sont devenus étrangers comme par exemple la propriété, l'industrie, la religion, etc., et ce mouvement ne dépend plus de liens généraux pas plus qu'il n'est guidé par l'homme. Cette pseudo-liberté signifie au contraire l'achèvement de son asservissement et de son inhumanité.

Karl Marx, «La sainte Famille», ch. VI. (Ed. Sociales 1972, p. 138, 142).

### PROGRAMME COMMUNISTE N° 96 - OCTOBRE 98

- La perspective du communisme trouve dans l'Octobre bolchévique une formidable confirmation. - Les grandes questions historiques de la révolution en Russie. - Repli et déclin de la révolution bolchévique. - Annexe: co-rapport de Zinoviev au XIVe Congrès du P.C.R. (décembre 1925). - Sur le fil du temps: Danse des fantoches: de la conscience à la culture. - La question de la reprise de la lutte de classe et les tâches des communistes (fin). - Notes pour les thèses sur les questions d'organisation (1964). - Les trotskystes et la nature de l'URSS: la charlatanerie des spartacistes. - Notes de lecture: Parution du quatrième tome de la Storia della Sinistra Comunista. (92 pages) 25 FF, 10 FS, 140 FB, 5000 LI, 10 DM, £ 3

## La grande leçon de mai-juin 68:

## Nécessité du parti politique de classe

Dans un précédent n° du «Prolétaire» nous avons reproduit un tract du parti qui, de façon brève mais claire, indiquait notre orientation, radicalement différente non seulement de l'orientation réformiste, mais aussi de celle, de tous les courants et organisations «révolutionnaires» qui tenaient le haut du pavé, en ce mois de mai 68 et dans les années qui suivirent. Pour ces derniers, qu'ils soient anarchistes, maoïstes, conseillistes, spontanéistes ou «trotskystes», l'idée même que la révolution était impossible sans la direction de l'organe suprême de lutte du prolétariat qui est le parti de classe, constitué sur la base du programme communiste orthodoxe et du marxisme invariant, était une absurdité que ne pouvaient soutenir que des sectaires impénitents. Convaincus qu'il fallait mettre «l'imagination au pouvoir» et «prendre ses désirs pour la réalité», tous ces groupes confusionnistes se croyaient très révolutionnaires parce qu'ils repoussaient au nom de la «créativité» les «vieilles» théories communistes et rejetaient le rôle central du parti marxiste dans la lutte de classe, que ce soit de façon explicite au nom de la spontanéité souveraine des masses, ou de façon implicite, par la recherche d'expé-

### CORRESPONDANCE

**France:** Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot, 69007 Lyon  
**Suisse:** Provisoirement suspendue, changement de local en cours.  
**Italie:** Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milano

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

4e liste 1998  
Aix: 35,00 / Alain: 500,00 / Lyon: 25,00  
/ Roger: 400,00 / Paris: 700,00  
Total liste: 1.660FF  
Total général: 17.759FF

## NÉCESSITÉ DU PARTI POLITIQUE DE CLASSE

*dients de toute nature qui contourneraient ce fait irréductible que l'opportunisme contre-révolutionnaire restait la force hégémonique dans la classe ouvrière.*

*La juste position révolutionnaire est exactement l'inverse, comme le rappelait un éditorial de l'organe d'alors du parti en langue italienne, tirant les premiers enseignements alors même que le gigantesque mouvement de grève n'était pas encore complètement terminé. Nous donnons ci-dessous les extraits les plus significatifs de cet article: «Necessità del partito politico di classe» («Il programma comunista» n°11, 16-30/6/1968).*

### UNE GRANDE LUTTE TRAHIE

Les luttes de mai du prolétariat en France qui se sont ensuite prolongées dans les principales usines métallurgiques et automobiles, les marins et les dockers, montrent d'un côté la grande capacité de lutte directe de la classe ouvrière, et de l'autre l'alliance objective des partis opportunistes traîtres, le PCF, le PSU, avec les intérêts généraux de conservation sociale du capitalisme, la fonction franchement contre-révolutionnaire de la politique de la CGT, la centrale syndicale dirigée par les faux communistes en union avec les autres centrales syndicales jaunes et blanches. Le déroulement de la lutte que la presse bourgeoise et philistine elle-même n'a pu cacher, a mis en relief la fonction éminemment contre-révolutionnaire des dirigeants syndicaux qui, surpris par l'initiative ouvrière, ont essentiellement organisé, non pas la lutte, mais la constitution d'un véritable cordon sanitaire autour des usines où ils ont incité les prolétaires à s'auto-emprisonner. Les piquets se sont constitués à l'initiative de la CGT pour empêcher que les ouvriers communiquent avec l'extérieur, qu'ils se lient les uns aux autres, d'usine à usine. Le cadre tactique de la contre-révolution était clair: l'Etat avec ses forces de répression policière se tenait derrière l'appareil bureaucratique de la bonzerie syndicale; il n'est pratiquement jamais intervenu directement, mais a assuré les arrières de ces traîtres chevronnés pour qu'ils puissent accomplir sans difficulté leur besogne meurtrière, tandis que dans les bureaux gouvernementaux ils s'entendaient avec les ministres de ce de Gaulle tant vitupéré pour aboutir à des concessions salariales et autres capables de détourner l'attention des masses en lutte. Entre-temps on laissait la masse petite-bourgeoise des étudiants se manifester dans son folklore typique, tout en la réprimant quand des flambées inconscientes de violence menaçaient de se propager aux ouvriers en lutte.

La petite-bourgeoisie contrôlée par l'Etat, les prolétaires contrôlés par les syndicats sur le terrain de la lutte directe, toutes les deux contrôlées par les partis respectifs sur le terrain de l'action politique! Le régime capitaliste a organisé la division du travail sur le plan de la production comme sur le plan social et politique. C'est à cela que sert l'organisation de l'opportunisme politique et syndical. L'unité s'est réalisée en faveur de l'Etat capitaliste, autour de qui se sont rassemblées les forces des partis politiques et des syndicats. L'Etat n'a jamais été mis en cause (...).

A bas de Gaulle peut-être, mais vive la démocratie, c'est-à-dire vive le régime capitaliste!

Les syndicats n'ont jamais appelé à la grève générale. Les syndicats n'ont voulu des indications de lutte aux masses entrées dans l'action directe. Le faux parti communiste français, tout comme la CGT n'a pas prévu la grève, parce qu'il ne l'a jamais voulue; et quand elle a éclaté dans toute sa puissance, il ne lui a pas donné une orientation de classe. (...).

Tous les mensonges diffusés depuis quarante ans se sont révélés être ce que les vrais communistes ont toujours dénoncé: trahison, contre-révolution, para-fascisme. Le

PCF, tous les soi-disant partis communistes, les dirigeants de tous les syndicats, sont au service de la réaction capitaliste. C'est cette tragique et inéluctable vérité que les formidables grèves du prolétariat de France ont confirmé.

Le prolétariat mondial saura-t-il comprendre cette terrible leçon?

### TOUS POUR LA RÉFORME, TOUS CONTRE LE PARTI

Les «innovateurs», ceux capitalistes qui ont répété jusqu'à la nausée que le capitalisme actuel est complètement différent du capitalisme d'hier, et ceux opportunistes qui, reprenant ce mensonge intéressé ont appris au prolétariat à remplacer la préparation révolutionnaire par la préparation démocratique et électorale; ces agents des classes possédantes, laquais petits-bourgeois, intellectuels, politiciens, curés de toutes les couleurs, toujours prêts à se vendre au plus offrant pour être dispensés du travail matériel, tous ces gens jusqu'au dernier, ont dû recourir aux «vieilles» méthodes, aux «vieilles» idées pour bloquer l'initiative ouvrière.

Leurs «nouveau» sont restées sur le papier, dans les livres. Sur le terrain, dans le feu de la lutte générale, ils n'ont rien su dire de neuf. (...)

Le «nouveau» a accouché de l'ancien, de l'usé. Ces «jeunes avant-gardes» ne se sont pas rendus compte qu'elles naissaient déjà vieilles et décrépites. C'est la fable de «l'usine aux ouvriers», du «bureau aux employés», de «l'université aux étudiants», et pour que la farce soit complète, dans la France mère de la démocratie et du mensonge, du «football aux footballeurs»! Aucun de ces gens n'a rien à dire au prolétariat qui n'ait déjà été enseveli par l'histoire, par deux guerres mondiales, noyé dans le sang de dizaines de millions de prolétaires.

Ils ont contribué à accroître la confusion dans les rangs ouvriers; ils ont objectivement secondé les professionnels de la trahison et les capitalistes dans leur travail d'étranglement de la lutte révolutionnaire de classe. Ils ont désarmé la classe ouvrière au moment précis où elle allait s'approcher de l'arsenal de classe. Contre eux le prolétariat devra conduire la même lutte violente que contre le capitalisme et contre l'opportunisme officiel.

*Après avoir rappelé la sainte-alliance anti-prolétarienne, des Etats-Unis à l'URSS, pour venir en aide à la bourgeoisie française face aux dangers de la lutte ouvrière, après avoir rappelé qu'aujourd'hui l'alliance du capitalisme et de l'opportunisme politique et syndical est plus étroite qu'hier, lorsqu'elle préparait la voie à la sanglante réaction fasciste, l'article constatait que:*

le grand absent en France et dans le monde est le parti.

### SANS LE PARTI, LA DÉFAITE

En France, le prolétariat a pu constater les conséquences tragiques de cette absence. Les luttes formidables, l'énergie de classe manifestée par la classe ouvrière, se sont dispersées dans les multiples canaux dans lesquels les ont attirés, en l'absence d'une direction sûre, décidée, courageuse, celle du parti communiste révolutionnaire, les divers partis constitutionnels, de la «gauche» opportuniste au radicalisme petit-bourgeois, du centre bourgeois à la droite gaulliste. Si le PCF et la CGT ont emprisonné les ouvriers dans les usines et se sont substitués à l'Etat pour exercer la fonction de police capitaliste, les autres groupes politiques, petits ou grands, les anarchistes, les trotskystes, les ouvriéristes, les maïstes, ont lancé des indications contradictoires et équivoques et, surtout, n'ont pas posé la vraie question, celle du parti. La plupart ont tout fait pour discréditer le parti de classe, pour convaincre les prolétaires que le parti ne sert plus à rien et que le syndicat n'est plus utile, et que la théorie révolutionnaire, le marxisme, est dépassée; ils se mettaient ainsi sur le même plan que les partis traîtres et les centrales

syndicales contre-révolutionnaires.

La grève générale en France a posé de façon brutale l'alternative que notre parti a indiquée dès sa naissance: ou bien le parti communiste mondial ressurgit, ou bien une velle défaite, plus dure, profonde et sanglante, attend les masses ouvrières internationales. Plus lente sera cette résurrection politique, plus douloureux sera le chemin de la préparation révolutionnaire.

Cacher cette vérité élémentaire aux masses signifie les trahir une fois de plus, les pousser à la défaite et préparer le terrain pour la troisième guerre impérialiste vers laquelle le capitalisme se dirige inéluctablement.

On ne doit jamais cacher la vérité au prolétariat, si terrible qu'elle soit. Il faut dire clairement que la classe ouvrière, même dans ses luttes les plus généreuses et les plus héroïques, ne représente pas un danger décisif pour le capitalisme si elle n'est pas dirigée par son parti politique de classe.

Il faut répéter ouvertement, sans chercher à dorer la pilule, que la reconstitution du parti communiste révolutionnaire n'est pas le résultat d'un jour de lutte, ni de la volonté d'un groupe de penseurs, et encore moins la conséquence d'accords, d'alliances, de dialogues entre des groupes ou partis politiques disparates. Le parti politique de classe est le résultat naturel d'une lutte longue, profonde et sans quartier contre tous les ennemis de la révolution communiste, au cours de laquelle une avant-garde prolétarienne s'approprie les instruments programmatiques, politiques et organisationnels transmis par la tradition de lutte révolutionnaire du communisme marxiste. C'est dans le feu de cette lutte que se forment les rangs du parti de classe, en affrontant les ennemis du prolétariat sur le

terrain de la lutte de classe partout où elle se manifeste, en encadrant les ouvriers les plus combattifs et décidés pour influencer les grandes masses à travers ses organes spécifiques dans les usines, les syndicats, dans toutes les organisations de classe, pour donner au prolétariat dans une indication programmatique et politique unique et unitaire les objectifs immédiats et finaux de la lutte.

*Cet avertissement sévère ne pouvait être entendu alors par tous ceux qui s'imaginaient que la révolution était à portée de main, que les masses étaient prêtes à se mettre en mouvement pour la lutte finale si on agitait devant leur nez des slogans habiles, si on leur présentait des objectifs attrayants; ou que le parti révolutionnaire pouvait se «construire» en un clin d'oeil, par l'agglomération sans principes de groupes différents; ou encore qu'il était possible de pousser les grands partis et les grandes organisations réformistes majoritaires parmi la classe ouvrière à travailler pour la révolution et pour l'émancipation du prolétariat. A tous ces gens, la voie que nous préconisons paraissait trop longue et trop difficile.*

*Mais il n'existe pas de voie plus courte, de raccourcis pour éviter les difficultés. Tous ceux qui, sous prétexte d'aller plus vite, d'avoir des résultats tangibles et immédiats, indiquaient des voies «nouvelles», n'ont fait que retomber dans les vieilles ornières. Pire, en accroissant la confusion, en dilapidant des énergies qui auraient pu être utiles, en égarant et démoralisant nombre de militants sincères, ils ont retardé la reprise de la lutte de classe et travaillé pour la conservation bourgeoise. Voilà où mène toujours le refus de la voie marxiste.*

## Correspondance La grève des bus à Rennes

Au cours de ces dernières semaines des conflits dans les transports urbains ont eu lieu dans de nombreuses villes. Parfois les mouvements ont été suscités par des agressions dont étaient victimes les agents, et les médias nationaux ont abondamment répercuté ces grèves en les intégrant dans la propagande réactionnaire traditionnelle, reprise à fond par les gouvernements de gauche, en faveur de plus d'«ordre», de plus de flicage, de plus de répression. Il serait cependant faux de ne considérer ces mouvements de lutte que sous cet angle. Quel que soit le motif qui a présidé à leurs déclenchements, ces grèves expriment le mécontentement de cette catégorie de prolétaires contre leurs conditions de travail et leur volonté de réagir. Nous pouvons en trouver un exemple dans la grève des bus de Rennes.

La grève a duré 12 jours et elle s'est terminée le dimanche 15 novembre après la signature d'un accord entre les syndicats CGT - CFDT et la direction. La presse a peu détaillé les revendications des grévistes; elle a simplement parlé des conditions de travail et de l'exaspération du personnel face aux difficultés à rouler en ville dans les temps de parcours impartis. «Ouest-France» a par contre été beaucoup plus bavard sur l'unité de la CGT et de la CFDT au cours de ce conflit: «présentant un front uni, les syndicats CGT-CFDT au cours de ce conflit...» «Les délégués CGT et CFDT, au coude à coude jusqu'à la dernière minute...» («Ouest-France» du 15/11). Cet exemple local est à l'unisson d'une campagne beaucoup plus large sur un rapprochement de ces deux syndicats.

En ce qui concerne la fin du conflit et les négociations finales, il restait deux problèmes à régler:

- **Le paiement des jours de grève.** Les syndicats ont accepté que les grévistes prennent à leur charge environ 40% des jours de grève, prélevés sur les feuilles de paye.

- **Le temps de navette,** c'est-à-dire le temps de parcours entre le dépôt et le départ des lignes (non intégré dans les 35 heures).

La STUR, entreprise concessionnaire des transports urbains de l'agglomération de Rennes, renâclait beaucoup sur ce point, dans la mesure où il y a 230 navettes par jour. Un temps de navette de 10 minutes sera intégré aux 35 heures, mais pas tout de suite; une première étape (5 mn) est prévue le premier mars 99 et la seconde en septembre. Bien entendu, l'accord a été signé avec la STUR, mais rien ne dit qu'elle sera encore concessionnaire de ces transports l'an prochain (si ce n'était pas le cas, tout cela n'aurait été qu'un coup d'épée dans l'eau). Le coût de ces 10 mn serait évalué à 2 millions de francs par an, mais de toute façon cela ne correspond qu'à une partie du vol effectué par la STUR au détriment des salariés.

Bien entendu, Edmond Hervé, le maire socialiste de Rennes n'a pas soutenu les grévistes; il les a au contraire «admonestés», en les appelant au «sens des responsabilités»; pour lui, comme pour son parti, le sens des responsabilités consiste pour les travailleurs à faire passer les intérêts de l'entreprise et des «usagers» avant leurs propres intérêts, bref à accepter des sacrifices au nom du sacro-saint «service public».

Les syndicats ont joué leur rôle habituel de **pompier sociaux**, comme le prouvent les nombreuses concessions qu'ils ont faites lors des négociations. Ce n'est d'ailleurs pas nous qui le disons, mais les travailleurs eux-mêmes, ou au moins une partie, la plus combattive, d'entre eux. Selon «Ouest-France»:

*«A la STUR, une poignée d'irréductibles était prête à continuer la grève; au moment du vote, une dizaine de grévistes s'en sont pris aux syndicats: "Vous nous avez vendus!"».*

Même très minoritaire, une telle réaction est significative d'un esprit de lutte à saluer. Mais surtout elle peut être positive pour l'avenir si ces travailleurs ne se laissent pas décourager et comprennent que pour éviter que les luttes futures soient également trahies, il leur faudra se préparer à opposer à l'orientation conciliatrice des appareils syndicaux, unis ou divisés, une orientation et une organisation de classe.

C'est là une leçon qui n'est pas valable uniquement pour les conducteurs de bus rennais, mais pour tous les prolétaires...

# Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

## Australie

### LE CONFLIT DES DOCKERS

Au printemps dernier, l'Australie a connu pendant un mois un dur conflit social dans ses ports. Si ce conflit des dockers («wharfies») est maintenant terminé depuis longtemps, il vaut la peine d'y revenir, ne serait-ce parce qu'à tout moment, la bourgeoisie (gouvernement et patronat) pourrait redéclencher la hache de guerre sociale pour en finir avec les dockers en réformant leur statut.

### L'ORIGINE DE LA GRÈVE

Ce conflit, qui avait connu des signes avant-coureurs notamment en février avec plusieurs débrayages, a débuté le soir du 7/4/98 quand la *Patrick and Co Stevedores*, seconde entreprise de manutention portuaire du pays (elle emploie 45 % des dockers australiens, tandis que la P&O en emploie 50 %), licencia ses 2166 dockers (dont 2/3 de permanents), tous membres du MUA (*Maritime Union of Australia*), syndicat qui regroupe marins et dockers. Cette décision émanant de son patron, Chris Corrigan, était en fait une offensive de tout le patronat portuaire avec le soutien du gouvernement conservateur et de la très puissante confédération syndicale des éleveurs, propriétaires terriens et autres patrons de l'agro-industrie: la NFF (*National Farmers Federation*), membre important du BCA (*Business Council of Australia*, confédération patronale australienne).

La nuit même, les quais étaient occupés par des vigiles avec des chiens pour que, le lendemain, les dockers lock-outés soient remplacés par des briseurs de grève recrutés ou formés par les patrons d'après un plan bien établi. En effet, ces jaunes avaient été recrutés par une entreprise mise sur pied par la NFF; c'étaient, pour une bonne part, des mercenaires et soldats que la *Patrick's* avait envoyés, avec la bénédiction du gouvernement, s'entraîner quelques mois auparavant à... Dubai. Un quotidien de Melbourne a publié des documents établissant de manière irréfutable les liens de l'organisateur de ces jaunes avec le conseiller du Premier Ministre pour la réforme portuaire.

Les dockers répliquent en organisant des piquets de grève sur les ports infestés de jaunes ainsi que des actions de boycott et autres manifestations dans le pays et informer leurs pairs au niveau international. Le conflit prend de l'ampleur, pesant sur l'économie du pays puisque les wharfies réussissent à imposer un véritable blocus où seuls médicaments et marchandises en rapport avec la santé auront droit de passage après leurs contrôles; de leur côté les patrons dépendent l'aide de la loi et de la force en faisant appel aux tribunaux et à la police.

### LA SOLIDARITÉ DANS LA GRÈVE

Mais il y eut également un vaste mouvement de solidarité dans le pays et à l'étranger. En Australie, lors des meetings et manifestations, les wharfies ont été soutenus par des ouvriers non-dockers et des chômeurs participant même à leurs piquets de grève. Les dockers de P&O refusent de décharger des navires destinés à la *Patrick's*, en dépit des clauses de leurs contrats de travail. La pression de la base ouvrière en faveur de la solidarité avec les grévistes est telle qu'elle contraint certains syndicats de branche comme l'ETU, l'AMWU ou le CFMEU à former une «Alliance» avec le MUA. Bien entendu, il est exclu qu'une alliance des bureaucraties syndicales collaborationnistes puisse constituer une véritable union entre prolétaires de toutes catégories pour mener la lutte de classe. Il s'agissait en fait plus pour les bonzes de défendre leurs intérêts de boutique face à une tentative de la bourgeoisie de se passer de leurs services, que de répondre aux exigences de la solidarité.

Mais la combativité des grévistes est

telle que le mouvement tint tête aux patrons malgré la loi Reith ou WRA (*Workplace Relations Act*), loi anti-grève récemment mise en place et similaire à celle en vigueur en Grande-Bretagne, et malgré les attaques de vigiles ou de la police.

Au niveau international, la solidarité fut réelle. Dans de nombreux pays, les dockers ont manifesté concrètement leur solidarité. Comme aux USA où, par exemple, un navire, le «Columbus Canada», parce que chargé par des jaunes à Melbourne, est obligé, après plusieurs jours, de repartir en Australie pour être déchargé puis rechargé par des dockers lock-outés (ré-embauchés à l'occasion par la *Patrick's*) avant de revenir décharger dans le même port américain. Ou comme aux Philippines, au Japon (où les dockers sont menacés de connaître le même sort que leurs camarades australiens), en Inde ou en Papouasie-Nouvelle-Guinée où les navires clients de la *Patrick's* furent contraints ou de rester à quai avec leur fret ou bien de rebrousser chemin, devant le boycott ou les débrayages des dockers de ces pays.

### LES RAISONS DE L'ATTAQUE DE LA BOURGEOISIE

Ce conflit résulte bel et bien d'une attaque virulente et réfléchie de la bourgeoisie dans un pays qui est isolé géographiquement et qui dépend donc presque entièrement des secteurs maritime et portuaire dans ses échanges commerciaux. En outre l'Australie subit de plein fouet la crise consécutive à l'effondrement des «tigres asiatiques» qui sont des partenaires commerciaux importants. Le but de la bourgeoisie est de réformer le statut des wharfies devenu «obsolète», en fait une entrave pour la classe des exploiters.

Un plan astucieux a donc été mis en place par le patronat aidé des gouvernements successifs; ses principales étapes furent chronologiquement la loi Reith, les camps d'entraînement à Dubai et le projet de réforme portuaire, la «Waterfront Reform». Cette dernière aurait pour conséquence de mettre fin au contrôle des embauches par le MUA, la fin de la syndicalisation de tous les wharfies, d'accroître cadences et flexibilité, d'abaisser les salaires, de licencier plus facilement, de détériorer conditions de travail et protections sociales.

La bourgeoisie ne veut pas en finir avec les syndicats - pendant des années elle s'est accommodée des discours «de gauche» du MUA parce qu'elle était satisfaite de la collaboration avec lui - mais en finir avec toute une série de concessions et d'avantages accordés autrefois à cette catégorie de travailleurs en contre-partie de la paix sociale garantie par le syndicat. L'un des leitmotivs de la propagande des médias a été le salaire des dockers. Par exemple le Ministre du Travail a déclaré que «les dockers touchent 280 000 FF par an pour être assis 14 heures par jour dans une grue».

S'il est vrai que les wharfies sont très bien payés, environ 65 FF/h pour une durée hebdomadaire de travail de 60 à 70 heures, c'est bien d'abord parce que leurs exploiters ont engrangé des bénéfices proportionnels à ces salaires; mais surtout parce que, durant toute une époque, la bourgeoisie australienne a dû, comme la bourgeoisie de tous les pays pour certaines catégories de prolétaires, acheter cette corporation (surtout par des salaires élevés, supérieurs à ceux des autres prolétaires) afin d'avoir la garantie que ce secteur économique vital fonctionnerait sans heurts. Aujourd'hui ces concessions paraissent scandaleuses et intolérables aux bourgeois, parce que d'une part dans une époque de vaches maigres il est moins facile d'accorder quelques miettes, et que d'autre part dans les autres pays la bourgeoisie a su se débarrasser de ces concessions et se lancer dans une course à la compétitivité des opérations portuaires, c'est-à-dire à une extorsion de plus-value sur le dos des dockers, qui fait saliver les patrons australiens. Dans ce conflit, il y a donc affrontement entre une aristocratie ouvrière qui lutte contre la prolétarisation et une bourgeoisie plus près de son porte-monnaie avec l'accroissement de la concurrence internationale et qui cherche d'une façon ou d'une autre, à augmenter ses taux de profit. Elle y avait déjà réussi en partie puisque le nombre des dockers permanents a baissé de 50% en dix ans sans que le nombre des occasionnels augmente en proportion.

cratie ouvrière qui lutte contre la prolétarisation et une bourgeoisie plus près de son porte-monnaie avec l'accroissement de la concurrence internationale et qui cherche d'une façon ou d'une autre, à augmenter ses taux de profit. Elle y avait déjà réussi en partie puisque le nombre des dockers permanents a baissé de 50% en dix ans sans que le nombre des occasionnels augmente en proportion.

### LES RÉSULTATS DE LA GRÈVE

La grève s'est terminée le 7 mai 98 après que la direction du syndicat ait saisi à son tour la justice et que la Haute-Cour ait rendu le 4 son verdict. Et pour une fois, le verdict est favorable aux travailleurs: les licenciements sont déclarés illégaux alors que *Patrick's* se défendait d'être l'employeur puisque ses dockers sont payés par quatre sociétés sous-traitantes déclarées en faillite - c'était l'alibi des patrons. Les bonzes du MUA crient donc victoire, mais le résultat de la lutte n'est pas si rose pour les wharfies. En effet, leur réintégration n'est que temporaire avec interdiction de faire grève jusqu'au résultat définitif des négociations tripartites (Etat, MUA, *Patrick's*), la Waterfront Reform restera à l'état de projet, le WRA ne sera pas remis en question, on fera abstraction des listes noires de grévistes dans certains ports, etc... D'où un mécontentement des travailleurs vis-à-vis de la direction syndicale qui n'a jamais appelé à élargir le conflit (le soutien actif des non-dockers étant spontané) et qui attendra quelques semaines

## Grande-Bretagne

Après trois ans d'une lutte incessante, le conflit à l'hôpital d'Hillingdon (dont nous avons parlé dans le n° 445 du journal) a pris officiellement fin, après le verdict prononcé en octobre dernier par l'*Industrial Tribunal* qui a jugé illégal les 53 licenciements des travailleuses du nettoyage (elles avaient été licenciées pour avoir refusé une baisse de 20 % de leurs salaires). Si de nombreux journaux d'organisations centristes britanniques (trotskystes et autres syndicalistes et travaillistes de gauche vouent un culte à l'*Etat providence*) ont salué cela comme une victoire dont tous les travailleurs doivent s'inspirer, les leaders des lock-outés ont elles-mêmes très bien expliqué que le résultat est assez différent.

En effet, ces travailleuses, en majorité originaires du sous-continent indien, qui ont dû faire face aux traîtrises des bonzes syndicaux, à la répression policière, à une puissante alliance patronale (1) et aux attaques de leur piquet de grève par des bandes organisées de fascistes et autres groupes racistes et anti-prolétaires, n'ont obtenu du tribunal que 300 Livres de dommages et intérêts et la réintégration, aux conditions qui étaient les leurs avant le conflit, de seulement 21 d'entre elles; quatre ouvrières à temps partiel ne sont pas réintégrées parce que la législation britannique du travail ne leur assure pas de protection. Quant à leur employeur, la société Pall Mall, elle a 6 mois pour faire appel sur un verdict qu'elle conteste puisque, depuis le début du conflit, c'était une autre société qui a repris la sous-traitance du nettoyage de l'hôpital.

Par ailleurs, ces ouvrières ont toutes été également réintégrées dans leur syndicat, l'UNISON, qui les avaient exclues en 1997 en raison de leur refus d'accepter leur licenciement contre une prime (inférieure de moitié à celle décidée par l'IT) suivant l'accord négocié entre bonzes et patrons - le Secrétaire Général du syndicat faisant même appel à la police à plusieurs reprises pour leur empêcher l'accès du siège! Mais le syndicat fait des pieds et des mains aujourd'hui pour ne pas leur payer (comme il se doit dans ce pays) les journées de grève depuis ce fameux accord avec Pall Mall, tout en essayant de tirer profit du résultat officiel dans sa propagande vers les prolétaires et dans ses demandes de crédits aux instances de l'Etat bourgeois.

On reste donc loin de la prétendue victoi-

pour ces fameuses négociations.

Enfin, la lutte des dockers a permis de stopper l'offensive des patrons de combat. L'arrêt de la Haute-Cour, éminemment politique, signifie que la bourgeoisie a constaté que la méthode employée était risquée car elle suscitait une réaction de lutte. Nul doute que les bonzes ont proposé et proposeront aux bourgeois d'arriver aux mêmes résultats, mais de façon progressive, de façon à ce qu'il n'y ait qu'un minimum de réactions et donc de désagréments pour l'économie du pays.

A l'inverse de ce qu'écrivent et disent de nombreux groupes dits «révolutionnaires», le résultat final de la grève, c'est-à-dire le retour à la situation précédant le conflit, ne peut être considéré que comme un armistice dans un combat appelé à se continuer. Malgré l'ampleur de la combativité des dockers, la grève ne s'est pas terminée par une victoire; cela démontre une nouvelle fois qu'il est impossible de compter sur le collaborationnisme, sur les appareils de la collaboration de classe. Les dockers savent très bien que si la bourgeoisie n'a pas gagné la bataille, elle n'a pas perdu la guerre et qu'elle se prépare à de nouvelles offensives non seulement contre ceux qui ont fait grève, mais aussi contre tous les autres: il leur faudra donc se préparer à ces prochaines batailles, et surtout se préparer à ne pas se laisser vendre à la table de négociations par les faux amis que sont les appareils syndicaux collaborationnistes.

Vive la lutte des wharfies!

re de ces ouvrières qui ont décidé, elles l'ont affirmé, de continuer le combat jusqu'à la réintégration de toutes, l'embauche des quatre à temps partiel et des dommages et intérêts plus importants, car elles estiment que cette somme est bien minime pour un lock-out de 3 ans. Maintenant, reste à savoir quelle tournure prendra ce conflit officiellement fini et qui n'aurait pu durer sans la volonté de ces femmes et le soutien actif et passif d'un grand nombre de prolétaires en activité ou au chômage, syndiqués ou non, parfois lock-outés également ou en grève et qui ont su briser de nombreuses barrières (sexe, race, corporation...). Espérons que ces ouvrières (que nous soutenons) obtiendront ce qu'elles exigent, ce qui serait une réelle victoire et qui ne laisserait pas, comme c'est le cas ici, un goût d'inachevé et de défaite, à l'instar des dockers de Liverpool qui n'ont pu tous obtenir leur réintégration.

(1) Elle est composée de HH Trust, Pall Mall et Granada Healthcare Services, c'est-à-dire la direction de l'hôpital, leur patron au moment du lock-out et le patron de la société qui a repris la sous-traitance pour le nettoyage de l'hôpital.

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «prolétaire»: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. Imprimé par nos soins.